

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE

SUR LA

CONVENTION DE BERLIN DE 1908

POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

LE POINT DE VUE LITTÉRAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le 5 mai 1911

PAR

André PETIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. AMBROISE COLIN

*Suffragants : { MM. WAHL.
MEYNIAL.*

PARIS

IMPRIMERIE H. JARDIN

19, rue des 3-Bornes

—
1911

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE

SUR LA

CONVENTION DE BERLIN DE 1908

POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

~~~~~

### LE POINT DE VUE LITTÉRAIRE

~~~~~

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le 5 mai 1911

PAR

André PETIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. AMBROISE COLIN

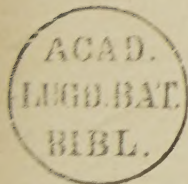
*Suffragants : { MM. WAHL.
MEYNIAL.*

PARIS

IMPRIMERIE H. JARDIN

19, rue des 3-Bornes

1911



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

A MES AMIS

Qu'il nous soit permis en cette page liminaire de remercier ceux qui se sont intéressés à notre effort : notre éminent Président de thèse, M. Ambroise COLIN, puis MM.¹ DASAERT, ARNAUD D'ESTOURNELLES DE CONSTANT et en particulier M. LOBEL qui s'occupe de la Direction du Bureau de la Propriété Littéraire et Artistique au Cercle de la Librairie avec une compétence reconnue de tous.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Il nous a semblé intéressant à l'heure où le droit d'auteur ou propriété littéraire (nous userons de l'un ou l'autre terme) attire, de par la floraison de la pensée contemporaine, tant de gens, d'étudier plus spécialement la dernière Convention internationale d'union destinée à protéger les écrivains et les artistes.

Nous nous sommes volontairement bornés à étudier la question de la propriété littéraire.

Nous n'avons pas voulu comprendre dans ce travail, la question de la propriété artistique qui y est aussi résolue.

Car, si les deux propriétés sont unies par le lien d'une même Convention, elles n'en subsistent pas moins, assez différentes pour que les droits des littérateurs et ceux des artistes puissent faire l'objet d'une étude séparée.

HISTORIQUE

Avant de commencer l'étude de la Convention de Berlin, il nous semble nécessaire de jeter un rapide coup d'œil sur le progressif développement de ce qu'on a convenu d'appeler « le droit d'auteur » jusqu'à sa dernière étape — et nous employons à dessein ce mot.

Cette branche particulière du droit n'a pas comme tant d'autres la consécration du droit romain. Celui-ci ne possède aucune disposition à ce sujet.

D'ailleurs, la manière de disperser la pensée écrite à travers le monde à cette époque, est toute rudimentaire.

Les copies faites à la main ne permettent pas un nombre d'exemplaires suffisant pour une vente lucrative. Le développement sommaire de l'instruction laisse indifférente à l'effort intellectuel la masse du peuple. Les écrivains cherchent un Mécène plutôt qu'un éditeur, la protection puissante d'un ami des arts paye le talent. Les auteurs dramatiques vendent leurs œuvres aux villes et aux magistrats qui en deviennent propriétaires et les font représenter.

On trouve aussi des « bibliopoles » ou libraires ; gens dont pourraient se réclamer nos modernes éditeurs. Sans doute, le lancement de livres à milliers d'exemplaires n'est pas leur profession — et pour cause — mais les amateurs achètent chez eux les copies des ouvrages connus. Ce n'est pas plaisir à la portée de toutes les bourses ; et le bibliopole a de ce

gain une reconnaissance plus ou moins monnayée pour l'auteur.

Tout ce modeste début de la propriété littéraire à l'époque romaine, sombre dans le chaos barbare. La chute de l'empire romain entraîne la chute de la pensée. On a autre chose à faire qu'écrire. Pourtant, peu à peu, sortant des couvents où les moines se transmettent pieusement la flamme merveilleuse, elle recommence à influencer le monde.

Le Triomphe éclate bientôt. L'Imprimerie vient offrir les moyens pratiques de reproduire les livres.

D'abord les imprimeurs seuls profitent du succès de la nouvelle invention. Ils s'assurent, par des privilèges, le bénéfice exclusif de l'édition. Et les éditeurs privilégiés et ceux dépourvus de privilège, commencent à batailler. Mais l'auteur reste bien oublié.

Nous ne retracerons pas la lutte autour de ces privilèges. La bataille fut rude. Elle aboutit en 1725 au mémoire rédigé par Louis d'Héricourt. Prenant la défense des libraires privilégiés, en faveur de la conservation de leurs privilèges, il soutient que la propriété d'une œuvre appartient à l'auteur.

Ce fut un coup de cloche.

En 1761, les petites filles de La Fontaine, puis quelques années plus tard la famille de Fénelon, reprirent le privilège d'entre les mains de l'éditeur.

Plus tard, en 1759, M. Lamoignon de Malesherbes, composa cinq mémoires sur la librairie. Il réclame pour les auteurs le droit de tirer profit de leurs ouvrages, avec faculté de les vendre eux-mêmes.

En 1777, les arrêts réglementaires du 30 août essayèrent d'éclaircir la question : ils fixèrent tout au

moins de manière définitive le droit des auteurs de vendre leurs livres.

La lutte n'était pas finie. La Révolution éclata. Le droit antérieur balayé, rien ne subsistait : la loi du 19 juillet 1793 proclame enfin la propriété des auteurs sur leurs œuvres.

Nous venons de relater brièvement l'énorme évolution suivie par la propriété littéraire et montrer combien elle avait été lente.

Enfin, en 1852, l'horizon s'élargit brusquement. Le décret du 28 mars, conférant aux étrangers en France les mêmes droits qu'aux Français ouvrait le champ à l'activité internationale.

Toutes ces lois avaient un défaut : nationales, elles ne protégeaient pas nos auteurs à l'étranger et ils y étaient plus ou moins défavorablement traités.

Mais les échanges internationaux devenaient de plus en plus actifs ; on se vit, par la force des choses, contraint de s'entendre.

Trois procédés pouvaient régler la question du droit international de la propriété littéraire : 1^o Les traités ; 2^o La reconnaissance du droit des auteurs étrangers : *a/* soit absolu, *b/* soit conditionnel quant à la réciprocité.

On essaya d'arriver au but par la voie des traités.

Le 25 juillet 1840 était signé à Paris un traité de commerce et de navigation avec les Pays-Bas, dont l'article 14 disposait : « La propriété littéraire sera réciproquement garantie. Une convention spéciale déterminera ultérieurement les conditions d'application et d'exécution de ce principe dans chacun des deux royaumes. Mais il semblait que cette clause nouvelle empêchât l'achèvement de la convention, car

celle-ci ne fut définitivement conclue que le 29 mars 1855.

Cependant, le coup de cloche était donné.

A partir de ce moment, jusqu'à 1852, quatre conventions littéraires furent signées. Le 28 août 1843 avec la Sardaigne, le 12 avril 1851 avec le Portugal, le 20 octobre 1851 avec le Hanovre, le 3 novembre 1851 avec la Grande-Bretagne. Nous ne parlerons pas des dispositions de ces premières conventions, cela ne rentre pas dans notre sujet.

On a dit que quatre ententes c'était peu. Sans doute, pourtant ne faut-il pas tenir compte des difficultés que devait soulever un essai d'honnêteté internationale ?

Mais le plus grand pas fut fait dans cette voie par la France, avec le décret de 1852.

Il punit la contrefaçon sur le territoire français, d'ouvrages publiés à l'étranger, puis le délit d'exportation, d'expédition des ouvrages contrefaits.

La protection légale dépassait cette fois les limites de la frontière. On avait compris que le vol était immoral, quelle que fût la nationalité du volé. Mais si la France avait ainsi donné satisfaction par avance aux vœux du Congrès international de Bruxelles de 1858, tous les pays étaient loin d'avoir suivi cet exemple.

Aussi les traités se multiplièrent d'autant que le principe libéral adopté par le Gouvernement français facilitait les négociations diplomatiques avec la Prusse, traité du 2 août 1862, ratifié seulement en 1865, auquel accédèrent un grand nombre d'États; traité du 24 mars 1865 avec la Bavière, étendu à l'Alsace-Lorraine par la convention additionnelle au traité de Francfort du 11 décembre 1871; traité du 24 avril 1865 avec le Wurtemberg; le traité du

26 mai avec la Saxe, puis l'Autriche, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, d'autres puissances en-core signent à leur tour des conventions. Les États se rendaient compte de l'intérêt qu'il y avait pour les auteurs à voir exercer des droits à l'étran-ger.

Ces Conventions commençaient l'œuvre d'en-tente. Tout imparfaites qu'elles fussent, elles étaient préférables à l'état de pillage légal qui s'exerçait au-paravant dans chaque pays au détriment de ses voi-sins.

Nous venons de dire que ces traités étaient impar-faits; ils étaient quelquefois annexés à des traités de commerce et la dénonciation de ceux-ci — assez fré-quente, car la fluctuation des intérêts commerciaux est continuelle — entraînait la ruine de la Convention littéraire; 2^o la diversité des conventions entre elles laissait subsister un état chaotique qui rendait difficile aux auteurs la surveillance de leurs droits. Ainsi, la durée différait : six, dix, douze ans — les formalités à remplir pour avoir protection exigeaient selon les pays un enregistrement, le dépôt d'un exemplaire de l'ou-vrage dans un certain délai à partir de la publication originale (1), parfois seulement un enregistrement (2), parfois aucune formalité n'est demandée.

On voit par ces quelques exemples la grande diver-sité de ces traités particuliers et l'intérêt qu'il y avait à les améliorer.

(1) *Convention avec la Grande-Bretagne*, art. 8, 3 nov. 1858, modifié 11 août 1875.

(2) *Autriche-Portugal*. art. 3. *Suisse*, art. 3. *Allemagne Italie*, art. 3. — Voir RENAUD.

LA PÉRIODE DES CONFÉRENCES

ET CONVENTIONS INTERNATIONALES

Ces divergences n'avaient pas été sans frapper nombre d'esprits. Ils voyaient la source d'incessantes difficultés dans le heurt continu des lois disparates.

Le costume d'Arlequin aurait convenu à la personification de la protection littéraire.

Déjà en 1841 Lamartine disait : « Tout le monde se plaint, tout le monde demande un droit international nécessaire à instituer pour tous ». Plus tard, le Congrès artistique de 1878 adoptait, sur la proposition de M. Clunet, la résolution de demander au ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts de prendre l'initiative de provoquer la réunion d'une commission internationale officielle dans le but de constituer entre les états d'Europe et d'Outre-Mer une union générale ayant une législation uniforme.

Ce vœu, qui avait pour base la propriété artistique, pouvait avec autant de vérité s'appliquer à la propriété littéraire.

Plusieurs années s'écoulèrent encore avant sa réalisation. Puis, à la suite d'une conférence privée de l'Association littéraire et artistique internationale (que Victor Hugo fonda en 1878 pour protéger les droits des auteurs) sur l'initiative de la Suisse, plusieurs conférences préliminaires eurent lieu en 1883-1884.

On fixa dans ces réunions les points à débattre entre les États participants réunis à Berne pour arriver à une entente durable. Enfin, en 1886 la conférence de

Berne se réunit et, le 9 septembre de la même année le traité était signé.

Elle mérite que nous nous y arrêtions, non pas tant pour étudier ses dispositions que pour donner un coup d'œil général sur ce que l'on peut appeler la conférence-mère.

Dix États y prirent part : l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la République d'Haïti, l'Italie, la République de Liberia, la Suisse, la Tunisie.

C'était assez peu, mais c'était pourtant un résultat appréciable : il allait falloir protéger d'une manière égale dans les pays contractants les auteurs de ces pays et, vu les différences de législation, c'était tâche ardue.

Des impatients auraient voulu de suite la convention idéalement protectrice, mais l'idée exacte de la situation fut donnée par le discours d'ouverture : « Nous devons mettre en garde les impatients contre toute illusion quant à la rapidité avec laquelle les progrès peuvent être accomplis. Il est important de ne jamais oublier dans la marche à suivre qu'il faut, d'un côté, réunir l'unanimité des États contractants pour accomplir un pas en avant, et d'un autre côté ne pas effaroucher les Pays restés jusqu'ici en dehors de l'Union et dont l'accession est vivement souhaitée ».

Après des difficultés de discussion on en arriva à une entente et le 9 septembre 1886 fut conclue la Convention internationale de Berne. Le 7 décembre 1887 elle entra en vigueur. Elle avait nom : « Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ». Cependant, c'était l'auteur que l'on protégeait envers son œuvre.

Quels résultats avait-on obtenus? Quelle garantie pour l'avenir pouvait-on avoir en elle?

Tout d'abord le régime des traités spéciaux que nous avons étudié plus haut allait, en grande partie, céder la place à cette œuvre plus symétrique : « C'est dans le but d'arriver à des rapports plus simples que l'on a eu l'idée de conclure un arrangement dont les effets pussent s'étendre à tout un ensemble de pays. »

On généralisa le droit de l'auteur sur son œuvre ; on protégea le droit de traduction ; on fixa un délai minimum de protection. Sur la question sans cesse débattue de la propriété littéraire, on peut dire que la Conférence avait dès le début un obstacle difficile à vaincre. Certains délégués, l'Allemagne, par exemple, ne voulaient pas entendre parler de propriété.

La Conférence finit par adopter une formule qui ne tranchait rien et laissait en suspens toute la discussion.

Il est certain que trouver la formule qui rallie les avis différents est des plus ardu et la formule transactionnelle n'est pas pour satisfaire les partisans de la propriété littéraire véritable.

Mais cette première difficulté vaincue, d'autres se présentaient tour à tour, à chaque article pour ainsi dire : Production, adaptation, formalités, durée, chaque portion de ce droit d'auteur suscitait un obstacle de par la compréhension différente de chacune des nations sur ces questions.

Patiemment, les délégués démêlèrent l'écheveau compliqué des législations contradictoires et ils réussirent à mettre debout une convention imparfaite à coup sûr, car les auteurs auraient voulu bien davantage. Des points restaient, discutés : question de l'adaptation, de la publication, de l'assimilation de la

traduction à la reproduction ; question de la nationalité de l'œuvre et de l'auteur, les romans-feuilletons.

Ce n'était donc pas œuvre définitive, mais seulement minimum de protection comme l'a dit un arrêt, dans un autre sens d'ailleurs.

Les apôtres de la protection se remirent au travail. Citons en particulier l'Association littéraire et artistique internationale, dont les divers Congrès tenus dans diverses villes d'Europe, prirent à tâche d'élucider les points obscurs. Dès 1837, le Congrès tenu à Madrid reprenait le bon combat et d'année en année fut facilitée la besogne de la Conférence de revision annoncée par le protocole de clôture n° 6 de la Convention de Berne.

Elle eut lieu en 1896. Les circonstances étaient difficiles. La Convention d'union n'avait pas réuni un nombre d'adhésions aussi grand qu'il était permis de le supposer. Cependant de bonnes volontés ne demandaient qu'à se manifester, ainsi que le prouvent les paroles de Lord Salisbury, donnant ses instructions aux délégués britanniques : « Le Gouvernement de Sa Majesté attache un grand prix aux dispositions de la Convention de Berne de 1886 et tout ce qui tendrait à rompre l'Union serait envisagé par lui comme un malheur. »

Un pas en avant fut encore fait. On adopta quelques articles nouveaux étendant un peu plus la protection du droit d'auteur. Pour la publication, la traduction, les romans-feuilletons, les articles de journaux, la transformation d'un roman en pièce ou vice-versa, des solutions plus favorables aux auteurs furent préconisées et mises en vigueur.

Ce n'était encore que quelques points que la Confé-

rence avait pu arracher à la « bonne volonté » des États. On avait procédé avec prudence ; tous les efforts avaient été tentés pour ne pas favoriser une régression de pays.

Cependant, les pays scandinaves refusèrent d'adhérer à l'acte additionnel, trouvant que la Conférence allait trop loin ; c'était un coup porté à l'Unité de l'Union. Car une complication de législation allait surgir entre les pays à union complète et les pays d'union restreinte. Il se formait un second groupe dans le sein même du groupe unioniste.

Il est juste de dire qu'à part ces deux pays, les autres états unionistes ratifièrent.

Mais les auteurs, forts de leur bon droit, soutenus par l'opinion, ne jugeaient pas la lutte finie.

Certains traités particuliers, plus favorables que la Convention d'Union, subsistaient encore ; on devait essayer de les rendre inutiles et de rendre l'unité à la Convention.

Il serait plus pratique de n'avoir qu'un « texte unique » selon les termes du vœu exprimé par la Conférence de Paris en se séparant. Ce vœu devait se réaliser douze ans plus tard : le 13 novembre 1908, se réunissait à Berlin la Conférence d'où devait sortir l'unique texte remplaçant les deux conventions antérieures.

LA CONVENTION DE BERLIN

Nous n'avons pas dans ce travail forcément succinct la possibilité de fouiller d'une manière parfaite les moindres détails de la Convention. Mais nous voulons autant que possible donner une idée de ce qu'elle a réalisé. Sans doute, c'est là une œuvre diplomatique toute nouvelle puisque au moment où nous écrivons les ratifications ne sont pas encore toutes parvenues à Berne et la mise en vigueur est à peine effectuée.

La Conférence s'ouvrit à Berlin le 14 Octobre 1908, 14 États y prirent part comme États signataires : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, Haïti, le Japon, le Luxembourg, Monaco, la Norvège, la Suède, la Suisse, la Tunisie. la République d'Haïti avait fait connaître son intention malgré son manque de représentants de suivre la conférence et la République de Libéria avait prié le Gouvernement Allemand de la représenter.

Outre ces États, dix neuf non unionistes participèrent aux travaux :

Argentine, Chili, Chine, Colombie, Equateur États-Unis, Grèce, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, Uruguay, Venezuela.

De cette Conférence devait, selon le vœu de la Conférence de Paris sortir un texte unique de Convention et le Gouvernement Allemand prépara pour arriver à

ce résultat un texte provisoire complet qui servit de base aux discussions.

Les diverses propositions furent communiquées à une commission présidée par M. Renault qui rédigea à ce sujet un magistral rapport.

Nous verrons d'abord quels progrès furent réalisés sur les deux autres Conventions ; puis, si malgré sa prime jeunesse et le soin qu'on prit à l'élaborer il ne resterait pas du travail pour une autre conférence.

Nous examinerons les articles qui paraissent plus particulièrement en changement sur les articles anciens ; nous jugerons ainsi au fur et à mesure les idées conductrices des rédacteurs de l'œuvre de Berlin.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 (1)

ARTICLE PREMIER. — Les Pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques (2).

Dans cet article, la Convention ne reconnaît à l'auteur qu'un droit sur son œuvre, droit temporaire d'ailleurs.

C'est là une question grosse de controverse. Depuis que les auteurs réclament protection, on a sans cesse agité la question fort ardue à résoudre étant donné la

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

(2) Les modifications de fond (non de pure rédaction) que renferme la nouvelle Convention révisée du 13 novembre 1908 vis à vis des textes adoptés en 1886 et 1896 sont imprimées en caractères gras.

diversité des éléments à combiner pour arriver à une fin. Droit personnel, droit réel, on a soutenu tour à tour que le droit d'auteur était de leur ressort, mais on a répondu aussi qu'il leur échappait par quelque côté.

D'autres ont voulu voir en lui quelque chose de nouveau, un droit qui, selon l'expression de Pouillet, ne peut rentrer dans une division des droits qui date des Romains et qui ne peut cadrer avec nos besoins actuels et les progrès de la civilisation. On a voulu créer la classe des « droits intellectuels ». Enfin, d'autres encore ont voulu le qualifier de « bien immatériel », non corporel, non palpable et pourtant détaché de l'individu, droit exclusif appartenant au maître de l'œuvre. Les littérateurs, plaidant, c'est le cas de le dire, *pro domo*, réclamaient la propriété de leur œuvre « la plus sainte des propriétés. »

Nous n'examinerons pas en détail toutes ces théories dont nous venons de donner brièvement l'aperçu, véritable chaos d'idées contraires, défendues avec acharnement par les uns et les autres ; par les uns, dans un pur esprit juridique ; par les autres, avec une pointe d'intérêt, car dire propriété c'est dire perpétuité.

Ce n'est pourtant pas là une question de mots ; car, selon que l'on résout le problème par droit ou propriété, bien des solutions diffèrent.

Internationalement, ces opinions diverses sont une cause de trouble et de non-entente. Certains pays, strictement attachés à la doctrine du droit de l'écrivain, ne prendront jamais des mesures qui pourraient les rapprocher de la reconnaissance de la propriété littéraire.

Quoi qu'il en soit, il faudra un jour ou l'autre arriver à une discussion plus précise au lieu d'escamoter

la difficulté. La Convention de 1908, ayant à tenir compte des nécessités diplomatiques, adopta la formule qui avait déjà prévalu en 1886 et en 1896 : il faut bien avouer jusqu'ici que les divers états n'accordent à leurs auteurs qu'une protection enfermée dans un délai plus ou moins long. Les législations se rapprochent ainsi plus ou moins de la perpéuité réclamée par les auteurs. Mais aucune n'arrive à la reconnaissance complète de ce desideratum.

Ces délais différents, dénotent une hésitation ; nous croyons qu'il serait préférable de s'entendre une bonne fois sur la nature du droit d'auteur.

Il y aurait plus de certitude dans une codification internationale basée sur une théorie précise et non plus sur un compromis.

Cependant, la Convention de Berlin n'a rien changé ; elle n'a pas osé détruire l'état de choses établi et remettre tout en question ; il semble peu probable, d'ailleurs, que ce soit l'œuvre d'une prochaine conférence.

Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908 ⁽¹⁾

Les Pays contractants sont tenus d'assurer la protection des œuvres mentionnées ci-dessus.

Les œuvres d'art appliqué à l'industrie sont

(1) Voir à la fin de l'ouvrage le *Convention de Berne* du 9 septembre 1898 et les *Actes de Paris* du 4 mai 1896.

portégées autant que permet de le faire la législation intérieure de chaque pays.

ART. 2. — L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme de reproduction, telle que : les livres, brochures, et autres écrits ; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, **les œuvres chorégraphiques et les pantomimes, dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement** ; les compositions musicales avec ou sans paroles ; les œuvres de dessin, de peinture, **d'architecture**, de sculpture, de gravure et de lithographie ; les illustrations, les cartes géographiques ; les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

Sont protégées comme des ouvrages originaux, **sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale**, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres reproductions transformées d'une œuvre littéraire ou artistique, ainsi que les recueils de différentes œuvres.

C'est un article d'énumération. Quelles sont les œuvres à protéger ? Celles-ci autrefois se trouvaient dans l'article 4, c'est-à-dire après les dispositions fixant les conditions, l'étendue et la durée de protection.

Cette énumération a-t-elle une portée vraiment conventionnelle ? Jusqu'à quel point oblige-t-elle les pays contractants ? Ceux-ci sont-ils obligés de reconnaître la caractère d'œuvre littéraire à l'œuvre qui est mentionnée dans la Convention mais qui n'est pas considérée nationalement comme œuvre littéraire ? La

Belgique et l'Italie soutinrent à la Conférence de Berlin le caractère obligatoire de l'énumération pour les pays contractants en cas d'insuffisance de leur législation ; car, qu'aurait signifié la demande de certains Etats de mettre tel genre d'œuvres sur la liste et la résistance des autres à cette insistance si chacun avait pu par la suite agir selon son bon plaisir. Mais d'autres puissances protestèrent et déclarèrent que permettre l'introduction de certaines œuvres au bénéfice du régime d'union leur était impossible.

Pourquoi vouloir admettre une énumération partielle ! De deux choses l'une : où il y a convention à laquelle ont adhéré un certain nombre d'États et pour savoir à quoi s'en tenir, on s'en rapporte au texte, ou alors inutile de donner une énumération, d'avoir l'air de faire une règle internationale pour ne pas l'appliquer. Dans ce cas, il nous semblerait préférable de laisser aux tribunaux de chaque pays le soin de décider et de trancher le débat. Sans doute, on comprend l'esprit de conciliation de la Convention, mais il ne faut pas, sous ce prétexte, arriver à une absence de contrainte complète. Si nous parcourons le texte de l'article 2, paragraphe 1, il semble qu'il n'y ait qu'une énumération à titre d'exemple : telles que « dit le texte » ; mais l'avant dernier alinéa du même article porte : « Les pays contractants sont tenus d'assurer la protection des œuvres mentionnées ci-dessus ». N'est-ce pas logique ?

A l'énumération ancienne sont venus s'ajouter « les œuvres chorégraphiques et les pantomimes dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement ». L'Italie, depuis longtemps, dans les divers congrès de l'Association littéraire et artistique internationale de-

mandait cette insertion. L'Allemagne y consentait mais à condition de préciser : « mise en scène fixée par écrit », pour éviter toute difficulté de preuve. L'Italie fit ajouter à ces mots : « ou autrement » en cas de fixation du scénaris par le dessin ou autre procédé qui ne serait pas un écrit. Cette addition paraît raisonnable, car d'un ensemble de pas, de mouvements combinés de danses, de poses plus ou moins artistiques se dégage un tout et peut se symboliser une idée.

L'Association Littéraire et Artistique avait, à la Conférence de Neufchâtel de 1907, rédigé un projet de Convention. Il portait protection : « Quel que fut le mérite et la destination de l'œuvre ».

C'est une disposition que n'a pas reproduite la Convention actuelle dont l'introduction, cependant, était désirable pour éviter des chinoiserries permettant à des industriels peu scrupuleux de s'emparer de l'œuvre d'autrui. Nous ne nous arrêterons pas sur ce point plus longtemps car cette addition a une bien plus grande importance pour la propriété artistique que pour notre sujet. Si nous passons maintenant à la deuxième partie de l'article 2, nous voyons un profond changement. La Convention nouvelle protège : « sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, les traductions, etc... ».

C'est là l'entrée dans la Conférence de quelque chose de nouveau. L'ancien texte disait seulement : « les traductions licites sont protégées comme des ouvrages originaux ».

Quelle est la différence ?

On a pu soutenir que l'auteur de l'œuvre originale n'avait aucun droit à faire valoir contre une traduction. En effet, la protection contre la traduction est

une idée relativement nouvelle, car on a prétendu que l'auteur n'a de véritable droit que sur l'ouvrage écrit dans sa propre langue. Un auteur, pouvait-on dire, a écrit dans telle ou telle langue, il a choisi pour ce faire des mots, des expressions particulières qui sont bien sa propriété. Personne ne le lui conteste ; mais qu'on le protège contre une traduction, c'est-à-dire, en somme, l'ouvrage d'un autre, employant d'autres mots, d'autres expressions, d'autres tournures, c'est aller un peu loin. Tel était l'avis du président du Cercle de la Librairie Hollandaise, M. Van Stockun qui, lors d'un discours d'ouverture, prononçait les paroles suivantes :

« En Allemagne il est admis de considérer au même
« titre qu'une contrefaçon toute traduction d'un
« ouvrage faite sans autorisation de l'écrivain ou de
« ses ayants droits.

« Aussi longtemps que chez nous, aussi bien qu'à
« l'étranger, les opinions à ce sujet différeront et qu'il
« n'y aura pas dans cette matière de fondement juri-
« dique unanimement reconnu, nous avons le droit
« d'envisager la traduction et la contrefaçon comme
« deux choses tout à fait indépendantes. »

Tel n'est pas l'avis des jurisconsultes en général. Donnons entre tous l'avis de M^e Pouillet, président pendant si longtemps de l'Association : « Traduire, c'est contrefaire ».

D'ailleurs, selon des discours postérieurs de M. Stockun, cette affirmation de la dissemblance de la traduction et de la contrefaçon tend à s'atténuer. Et ce sera justice, car on peut difficilement soutenir en toute bonne foi, en dehors de toute considération d'intérêt, l'assimilation d'une traduction à une œuvre entièrement originale.

En 1886, les traductions licites, mais licites seulement sont protégées comme des ouvrages originaux. Il n'est pas fait mention des droits de l'auteur de l'œuvre originale qui pouvait par là même se trouver frustré, n'étant protégé que d'une manière dérivée. Aussi, faisant un pas en avant, la Convention de 1908 a mentionné expressément la réserve de ses droits.

Après « traductions » la Convention de 1908 a jugé bon de supprimer « licites ». Car si, dans les rapports entre l'auteur et le traducteur il y a nécessairement, d'un côté autorisation à donner, de l'autre, permission à avoir, il ne s'ensuit pas qu'il faille laisser désarmé le traducteur, même non autorisé, vis-à-vis des contrefacteurs de son œuvre. Le traducteur possède sur son œuvre un droit qu'il semble pouvoir faire valoir.

La Conférence sur ce point paraît avoir été un peu loin ; elle protège le traducteur en tant que traducteur, fort bien ; mais, celui qui, sans autorisation, traduit, semblant bien n'être qu'un contrefacteur, pourra tout de même à l'égard des tiers, agir comme s'il avait le droit pour lui. C'est peut-être aller un peu loin dans le respect du droit d'auteur.

La Conférence a assimilé aussi aux traductions, les adaptations, les reproductions transformées d'une œuvre littéraire, ainsi que les recueils de différentes œuvres. Disons un mot de ces innovations.

L'entrée dans l'Union de l'adaptation ne se fit pas sans difficulté. Qu'est-ce au juste que l'adaptation ? est-ce une utilisation du travail intellectuel d'autrui, comme on l'a dit ? Lord Thoring prétend que toute appropriation essentielle des idées ou de l'œuvre d'autrui constitue une atteinte au droit d'auteur.

Quelle est la position adoptée par la Convention dans ce cas ?

Elle édicte d'abord : « sont protégés comme des ouvrages originaux..... les adaptations..... elle semble donc reconnaître qu'il peut y avoir dans l'adaptation quelque chose de nouveau, justifiant la protection. Puis, plus loin, dans l'article 12, elle énonce : « Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire..... telles que adaptations.....

Comment s'entendre ? Que penser de ces formules qui paraissent bien anthithétiques. L'une justifiant l'adaptation au même titre que les traductions, l'autre les plaçant parmi les reproductions illicites.

La fin de l'article 12 semble nous révéler la pensée intime des rédacteurs de la Convention : « lorsqu'elle ne sont que la reproduction de cet ouvrage dans la même forme ou sous une autre forme avec des changements, additions ou retranchements non essentiels et sans présenter le caractère d'une nouvelle œuvre originale. C'est seulement quand ces caractères ne seront pas réunis que l'on pourra dire qu'il y a adaptation licite.

Quelle sera la norme que l'on pourra fixer pour arriver à délimiter selon la définition de la Convention les adaptations honnêtes de celles qui ne recherchent que le cambriolage de la pensée d'autrui. Ce sera d'ailleurs à celui qui est attaqué de prouver qu'il n'y a pas adaptations.

* * *

Ainsi pour Madame de Hillery, roman mis à la scène par un sieur Busse, le tribunal régional de Berlin

a refusé de voir en ce procédé une atteinte à la propriété littéraire.

Mais les plaignants ne se tinrent pas pour battus ; le tribunal de l'Empire fut appelé à son tour à donner son avis sur cette affaire. Il trouva que l'adaptation en elle-même n'était pas punissable mais que l'imitation de la formule l'était. L'affaire vint de nouveau a Berlin, le tribunal qualifia le fait de contrefaçon et prononça une condamnation à 500 marcks d'amende.

Il nous semble bien difficile de séparer l'adaptation de la contrefaçon, de délimiter ce qui peut être permis de ce qui ne peut être toléré ; c'est donner à l'arbitraire des juges une vaste étendue et soumettre au jugement de gens peut-être un peu incompetents les questions les plus graves que puisse soulever la propriété littéraire.

A notre avis, et nous avons pour nous les vœux du Congrès de Vevey de 1901 et d'autres Congrès de l'A.L.A.I., permettre cette recherche, c'est donner à la contrefaçon un moyen détourné de se faire légitimer.

A côté de l'adaptation, la Convention mentionne les reproductions transformées d'une œuvre littéraire.

Qu'est ce au juste qu'une reproduction transformée ?

Sans doute peut-on comprendre sous ce terme la parodie, l'opérette, l'opéra-bouffe et autres déformations d'une œuvre originale ayant eu en général un gros succès ; mais il faut qu'un travail personnel change l'esprit de l'œuvre originale ; malgré tout, il semble de toute justice de réserver les droits de l'auteur de l'œuvre originale. C'est ce que la Convention a fait.

Elle ajoute d'ailleurs : « les recueils de différentes œuvres. »

Là-dessus, on ne s'entendait pas. La proposition

faite par la mission allemande portait: recueils d'œuvres de différents auteurs. On avait en vue une suite de publications entreprises par le même éditeur suivant un plan arrêté d'avance. Mais la Convention alla plus loin. Elle supprima ce qu'il y avait de personnel dans la mention « différents auteurs » et ne laissa que « différentes œuvres. » Ainsi l'on protège le travail de réunion de différentes œuvres, même si elles émanent du même auteur; ce que l'on couvre de la protection Conventionnelle, c'est l'agencement, l'idée directrice plus ou moins ingénieuse qui préside à l'élaboration de l'œuvre.

Ainsi, l'auteur de telle collection a pu vouloir présenter l'écrivain de façon à montrer son œuvre au point de vue de l'évolution de son style ou au contraire de ses idées philosophiques, religieuses. C'est un travail de classement, de critique que l'on protège à juste titre.

Car l'idée du travail en question est privative de droits et l'on doit permettre à celui qui l'a eue de l'exploiter sans se sentir menacé par une concurrence déloyale.

Nous venons de voir les nouvelles formes littéraires mentionnées dans la Convention de 1908 à l'art. 2.

Et ce n'est pas seulement d'une façon normative que protection est due, c'est-à-dire en laissant à chaque pays la possibilité d'une non-application et par là même d'une non-observation de l'union, c'est d'une façon impérative que la conférence a voulu faire appliquer l'art. 2. « Les pays contractants sont tenus; » ils ne peuvent donc pas se retrancher derrière leur loi nationale pour esquiver une application qui leur serait pénible.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 (1)

ART. 3. — La présente convention s'applique aux œuvres photographiques et aux œuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie. Les pays contractants sont tenus d'en assurer la protection.

Nous ne dirons que quelques mots de cet article car pour notre étude, il n'est que d'un mince intérêt. On pourrait lui trouver une application pour la photographie d'un manuscrit par exemple. Il y aurait œuvre photographique : sujet à protection par conséquent.

La Convention de 1908 a fait en cette matière un pas de géant ; de l'acte additionnel de Paris de 1896 qui ne protégeait qu'en tant que la législation intérieure permettait de le faire et dans la mesure de la protection qu'elle accordait aux œuvres nationales similaires, on est passé à la protection obligatoire : Les pays sont tenus d'appliquer les dispositions touchant la photographie qui, de ce fait, sont devenues impératives.

Il semble certain que la Conférence a été bien loin dans le droit aux réserves et qu'elle s'est laissée entraîner par son désir de rallier autour d'elle toutes les dissidences.

En tous cas, n'était-ce pas un essai à tenter, s'écriera-t-on, puisque d'une prochaine conférence de révision

(1) Voir à la fin de l'ouvrage les *Conventions de Berne* du 9 septembre 1886 et les *Actes de Paris* du 4 mai 1896.

peut sortir, si le résultat n'est pas celui qu'on attendait, un texte plus proche de la réalité.

C'est sans doute beaucoup compter sur la contagion du bien, la générosité et l'intelligence des Etats que leur demander de faire mentir la vieille maxime : l'Intérêt est la mesure des actes de gouvernement. »

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 ⁽¹⁾

ART. 4. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union jouissent, dans les pays **autres que le pays d'origine de l'œuvre**, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un pays de l'Union, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, **ainsi que des droits spécialement accordés par la présente Convention.**

La jouissance **et l'exercice** de ces droits ne sont subordonnés à **aucune formalité**; **cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre.** Par suite, en dehors des stipulations de la présente Convention, l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent exclusivement d'après la législation du pays où la protection est réclamée.

Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre :

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886 et les *Actes de Paris* du 4 mai 1896.

pour les œuvres non publiées, celui auquel appartient l'auteur ; pour les œuvres publiées, celui de la première publication, et pour les œuvres publiées simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte. **Pour les œuvres publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union, c'est ce dernier pays qui est exclusivement considéré comme pays d'origine.**

Par œuvres publiées, il faut, dans le sens de la présente Convention, entendre les œuvres éditées. La représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art **et la construction d'une œuvre d'architecture** ne constituent pas une publication.

Nous arrivons là à un des articles les plus discutés de la Convention, à une de ses clés de voute, comme le dit si justement M. Reinach dans son rapport. C'est de lui que dérive la manière dont s'applique la protection internationalement.

« Dans les pays autres que le pays d'origine de l'œuvre ». Il y a là modification à l'ancien texte de la Conférence de Paris qui disait : « dans les autres pays ». Que veut donc dire cette modification ?

Dans l'ancienne rédaction ce membre de phrase se trouvait après « les auteurs ressortissants de l'un des pays de l'Union », il semblait que l'on put facilement en conclure que la Convention avait en vue la nationalité de l'auteur.

Étant donné le principe de la nationalité de l'œuvre, adopté par la Conférence, c'était impossible. La Conférence de 1908 n'a pas voulu laisser place à une équi-

voque. L'œuvre d'un Belge publiée en France est française — même pour la Belgique. L'auteur est soumis partout — compris sa patrie — aux bénéfices du traitement unioniste.

Alors dans le pays de première publication le traitement est national. L'auteur devient ressortissant de ce pays quant à sa publication; il doit donc se soumettre aux formalités que peut exiger la loi locale : dépôt, enregistrement, ce qui varie selon les législations : mais, lorsque les auteurs, soit ignorance, soit incurie, ne se sont pas mis en règle avec cette législation, ils ne sont pas protégés comme des nationaux, mais protégés selon la Convention de Berne. Par conséquent le traitement favorable qu'aurait pu accorder la législation du pays n'existe plus. Un auteur ressortissant publie en Espagne où le délai de protection est de 80 ans p. m. et ne remplit pas les formalités voulues par la loi espagnole. Il ne sera protégé que pendant le délai de 50 ans.

Ce n'est pas à cette seule modification que s'arrête la nouvelle rédaction de l'art. 4. On l'a soutenue être de pure forme; mais à la fin du premier paragraphe, nous voyons que les auteurs jouissent des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux ainsi que des droits spécialement accordés par la présente Convention.

On a fait une distinction très exacte dans les droits que la Convention accorde et nous nous y rallions.

Il y a, a-t-on dit plus haut, les droits normatifs et les droits impératifs.

Mais il importe de préciser :

Par disposition normative, on entend celle que la loi particulière de chaque pays laisse à chacun la li-

berté de vouloir bien appliquer ou ne pas appliquer. Elle ne franchit pas la législation de chaque pays. Par disposition impérative, on entend, au contraire, celle que la Convention ordonne aux nations contractantes d'appliquer. Libres à elles de ne pas entrer dans l'Union ; mais du moment qu'elles ont donné leur adhésion, elles sont forcées de s'y soumettre.

On pourrait dire que là, la Convention pénètre dans la législation intérieure de chaque pays, car elle oblige ceux-ci, pour bénéficier des avantages de la Convention, à donner leur assentiment aux mesures impératives prévues par elle.

Mais nous pensons que c'est là une contrainte qui ne peut être que favorable aux intérêts des auteurs et qui ne peut que faire avancer la cause du droit littéraire.

Le paragraphe 2 de l'article 4 parle de la jouissance et de l'exercice des droits. Les Conférences précédentes ne parlaient que de l'exercice ; mais la dernière Conférence a pensé qu'il valait mieux être tout à fait précis et elle a ajouté l'exercice, ce qui peut sembler un peu redondant ; car avoir l'exercice d'un droit n'est-ce pas avoir les moyens d'en jouir ?

Sans doute, la Conférence a voulu indiquer par là que le droit d'ester en justice pour faire reconnaître des droits compromis entrait dans son programme et elle a voulu marquer cette idée.

Mais la Conférence ajoute que pour la jouissance et l'exercice de ses droits il n'y a aucune formalité à remplir.

Remarquons qu'il n'y avait exclusivement en jeu que des droits réclamés en vertu de la Convention. Nous n'en sommes pas encore à la réalisation du rêve cares-

sé par M. Kohler : l'assimilation de l'auteur unioniste au national.

C'est le résultat d'une véritable évolution. Des étapes ont lieu et chaque conférence va un peu plus loin que la précédente. Reprenons les dispositions de chacune d'elles pour bien voir en quoi elle se différencie de la suivante.

En 1886, la jouissance de ces droits est subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre.

Cette première disposition subordonne la jouissance des droits à l'accomplissement des formalités du pays d'origine de l'œuvre.

Elle subordonne, dit le texte : mais il ne dit pas qu'elle n'exige que cela. Avant tout, il faut se mettre en règle avec la législation du pays d'origine de l'œuvre ; mais cela n'est pas nécessairement la seule formalité à remplir : il faut se mettre en règle avec les formalités exigées.

C'est une solution très respectueuse des législations particulières que la Convention adopte à cette époque.

Plus tard, en 1896, le texte change : « La protection dépend uniquement de l'accomplissement dans le pays d'origine de l'œuvre, des conditions et formalités qui peuvent être prescrites par la législation de ce pays. »

« Dépend uniquement », dit le texte. Ce n'est donc plus une condition préparatoire dont on ne peut se dispenser mais une obligation *sine qua non* sans laquelle on ne peut rien accomplir, mais qui, une fois terminée, est suffisante.

Pourquoi cette différence ? C'est dans un but de simplification. On a jugé suffisant que la protection fut accordée à l'œuvre par son pays d'origine, car

c'est une garantie. Mais toute cette organisation ne va pas sans difficultés, sans heurts, sans retard. Il faut tenir compte des lenteurs administratives, compte de la difficulté qu'il y a d'obtenir une justification de son droit.

En outre, l'observation stricte de ces formalités est la cause selon une statistique de près du 1/7^e des procès ; en effet, les auteurs peu familiarisés avec la chinoiserie administrative, déposent, par exemple, un exemplaire au lieu de deux.

Il suffit de cette légère erreur pour faire perdre son procès à celui qui peut se croire le plus en droit de réclamer aide.

Aussi a-t-on, à divers Congrès, par exemple à Liège en 1905, réclamé la suppression des formalités. M. le Dr Osterrich, le délégué allemand, a même soutenu que sur tout le territoire de l'Union, il devait suffire de la création pour avoir droit à la protection.

En outre, l'exigence d'un accomplissement de formalités pour faire preuve de l'existence du droit d'auteur dans le pays d'origine, crée des complications, des preuves à fournir, qui ne cesseront qu'au jour où le juge n'appliquera plus que la *lex fori* sans se soucier du pays d'origine.

Mais la solution que préconise la Convention de 1908, cette indépendance, on pourrait dire cette indifférence vis-à-vis de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre a, au Congrès de Liège, soulevé les protestations de M. de Foa. Il trouve, dit-il, anti-juridique de voir un auteur privé de protection dans son pays par suite de l'absence de formalités et protégé, malgré tout, internationalement.

Cependant, étant donné le principe de l'indépen-

dance des droits, il est indifférent à l'autre pays que les formalités ne soient pas accomplies dans le pays d'origine de l'œuvre.

Pour éviter toute difficulté, le Gouvernement impérial proposait de rompre toute relation entre le pays d'origine et le pays où protection était réclamée.

C'est peut-être là principe d'une application aisée, mais qui aboutit à des résultats étranges.

En second lieu, la Conférence semble avoir hésité à trancher le différend qui existe entre le lieu d'origine de l'œuvre et le lieu de la nationalité de l'auteur. Elle s'est arrêtée à mi-chemin comme dans beaucoup d'autres questions. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette attitude.

Nous venons de dire : lieu d'origine de l'œuvre, lieu de nationalité de l'auteur.

Nous allons exposer cette question qui a séparé la Conférence de Berlin en deux camps nettement opposés : nous allons voir quelle est la solution que la Conférence a jugé bon d'adopter et nous essaierons de rechercher les raisons déterminantes de son choix.

Que dit la Convention : « Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre : pour les œuvres non publiées, celui auquel appartient l'auteur ; pour les œuvres publiées, celui de la première publication. »

Que remarquons-nous à première lecture ?

Les œuvres publiées et les œuvres non publiées n'ont pas le même lieu de naissance.

Dans le premier cas, c'est la théorie du droit personnel qui reçoit application.

Le droit à la protection, dit-on, prend naissance en la personne de l'auteur : c'est de lui que naît l'œuvre

et on ne voit pas qu'elle peut être l'influence du lieu où il lui convient de placer la publication de ce qui lui est propre.

Enfin, il a le droit semble-t-il, de publier son œuvre dans le pays qui lui plait sans qu'il puisse être influencé au point de vue de son droit exclusif par la législation du lieu où il a publié.

Nous ne parlerons que pour mémoire d'une seconde théorie qui ne se préoccupe de la nationalité dont l'auteur est investi que lors d'une atteinte à son droit : cette instabilité nous semble être peu juridique et donner une base bien faible au droit d'auteur.

Voyons maintenant la seconde théorie ?

Elle est de droit réel : L'œuvre littéraire est encore, plus qu'une chose personnelle, un produit du milieu, une résultante d'influences externes. C'est un droit sur un bien immatériel détaché de l'auteur et qui rentre dans la circulation.

La première édition donne en quelque sorte la vie à l'œuvre et le lieu de cette première édition en devient tout naturellement la patrie.

C'est la naturalisation de force et la nationalité de l'auteur ne compte pas : L'œuvre d'un Belge publiée en France est une œuvre française.

On peut reprocher à la première théorie de manquer de fixité. Il faudra déterminer d'une manière précise la nationalité de l'auteur et ce ne sera pas toujours commode.

En dehors de ce cas, supposons un jeune auteur encore mineur né de parents étrangers demeurant en France. A sa majorité il va pouvoir opter pour la nationalité française par exemple. On saisit de suite la difficulté ; le changement de législation protégeant l'œuvre.

La seconde théorie soulève, elle aussi, des objections. La Conférence nous en fournit le sujet; les œuvres non publiées ne peuvent être justiciables du lieu d'édition et l'on est obligé — par la force des choses — d'appliquer une double théorie pour embrasser l'ensemble de la propriété littéraire.

En outre, un auteur a pu choisir un lieu d'édition pour des raisons particulières ou des raisons de beauté ou de fini dans l'exécution. Le voici obligé à voir sans fin son œuvre devenir, par exemple, allemande ou italienne, sans qu'il puisse rien faire contre cette situation.

C'est, nous semble-t-il, aller à l'encontre du principe de la propriété individuelle et créer là une propriété curieusement immatérielle et profondément territoriale.

En outre, une œuvre représentée ou mise à la scène sera considérée comme non publiée; elle jouira de la nationalité de l'auteur; mais si on l'édite alors, en supposant l'œuvre française, en Autriche, à Vienne, elle devient autrichienne.

Ce changement permet, au point de vue strictement pratique des combinaisons avantageuses et c'est un point qui doit entrer à notre avis en ligne de compte.

Supposons un auteur allemand. Il édite en Allemagne son œuvre : il est protégé en vertu de la loi allemande pendant une durée de 30 ans *p. m. a.* Si, au contraire, il édite son ouvrage en France, le voilà protégé pendant 50 ans, et ce gain de vingt années est fort appréciable pour certains ouvrages.

Une autre question se pose, connexe à la précédente. Le Français se fait-il étranger en publiant hors de France la première édition de son ouvrage? L'opinion de M. Renouard est affirmative, mais M. Darras estime

que rien n'est venu enlever de par le fait de l'édition sa qualité originelle au Français. D'ailleurs, sous ce rapport, les nations ont adopté des règles un peu différentes. Ainsi, l'Italie, la Principauté de Monaco ne protègent l'œuvre qu'en cas de réciprocité; en Danemark, en Norvège il faut un éditeur national.

On se rend compte aisément, par l'exposé que nous venons d'en faire que chacune de ces théories a des défauts et des qualités.

Il est certain qu'il semble plus rationnel que l'œuvre suive la nationalité de l'auteur et que celui-ci, changeant de nationalité, fasse passer son œuvre sous la nationalité nouvelle.

D'autre part, la nationalité du lieu d'édition donne assurément une stabilité plus grande.

On sait au moins de suite à quelle législation il faut se soumettre. C'est une simplification dans les rapports internationaux déjà si complexes.

Quel système la Convention de Berlin a-t-elle employé? Elle a conservé celui de la Convention de 1886 qui donnait la préférence au système de la nationalité de l'œuvre : avantage de simplification sans contredit.

Mais si, au point de vue pratique, il est sans doute plus légitime de recourir à cette théorie, nous ne pouvons nous empêcher de regretter que la théorie de la nationalité de l'auteur n'ait pu avoir gain de cause.

Négligeons la raison intérêt. La Conférence a donné trop de preuves de sa générosité pour que nous puissions croire à un calcul, à un essai de truster l'édition dans le pays d'union ; ce moyen coercitif, cette application du « Hors de moi pas de salut » n'ont pu être mis au service d'une idée qui a d'autres moyens d'expansion que ceux-là.

Mais, si nous revenons à la question droit, ne se rend-on pas compte qu'il est plus logique de donner à une œuvre la nationalité de son auteur, c'est-à-dire de la considérer véritablement comme un enfant.

Autrefois la théorie réelle pouvait avoir son utilité, puisque tous les pays ne reconnaissaient pas la propriété littéraire, mais à l'heure actuelle, la méconnaissance du droit d'auteur est une exception. L'adoption de la théorie personnelle serait une œuvre de raison et une unification, en fondant dans la même forme les règles des œuvres non publiées et des œuvres publiées.

L'art. 4 nouveau parle ensuite de la publication simultanée dans plusieurs pays de l'Union et il considère comme pays d'origine de l'œuvre, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte.

Le gouvernement impérial voulait encore appliquer sa théorie de l'indépendance des droits, toute favorable d'ailleurs aux intérêts allemands, mais il ne put triompher sur ce point.

On n'a pas voulu en effet, que l'on put d'un côté avoir une œuvre qui, par exemple, ne serait protégée que trente ans en Allemagne et en France cinquante ans.

Il y aurait eu alors un espace de vingt années, pendant lequel une législation aurait refusé de protéger une œuvre, alors que l'autre aurait continué à la garantir.

La délégation française soutint sans relâche qu'il fallait interrompre la durée de la protection selon le délai le moins long.

En vain a-t-on réclamé la suppression de ce paragraphe : rien n'est unifié, les délais de protection varient avec chaque pays.

Mais la Convention de 1908 a ajouté à cette disposition une autre règle. Pour les œuvres publiées simultanément, dit-elle, dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union, c'est ce dernier pays qui est exclusivement considéré comme pays d'origine. Règle de stricte honnêteté, dirons-nous; ce serait donner une prime à la publication étrangère que de permettre à un pays extra-unioniste de devenir lieu d'origine quand une édition a eu lieu en même temps dans un pays d'union.

Par le dernier paragraphe la Convention exige que, pour qu'il y ait publication il y ait édition : *bona fide and not merely technical*, comme dit la Commission anglaise préconsultative.

Et, s'en tenant au sens strict du mot, la Conférence, malgré l'exemple de la législation anglaise, n'a pas voulu considérer comme publication la représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale.

La Conférence a voulu pour qu'il y ait publication, qu'il y ait une base certaine, et l'édition lui a seule semblé remplir toutes les garanties.

Nous enregistrons avec étonnement cette décision : La Conférence jugerait-elle donc que l'œuvre dramatique n'est pas faite pour la représentation seule et qu'il lui faut la consécration du papier? Car, enfin, quelle « publication » que la représentation d'une œuvre à laquelle sont couviés les critiques et dont toute la presse parle le lendemain.

Espérons que la prochaine Conférence prendra sur ce point des décisions moins contraires au simple bon sens.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 ⁽¹⁾

ART. 5. — **Les ressortissants de l'un des pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs œuvres dans un autre pays de l'Union, ont, dans ce dernier pays, les mêmes droits que les auteurs nationaux.**

ART. 6. — **Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs œuvres dans l'un de ces pays, jouissent, dans ce pays, des mêmes droits que les auteurs nationaux, et dans les autres pays de l'Union, des droits accordés par la présente Convention.**

C'est intentionnellement que nous unissons les articles 5 et 6. Car, à l'exemple de MM. Reinach, Wauvermans, Renault, nous pensons que l'on aurait pu fondre en un seul ces deux articles. D'ailleurs, la question ne nous semble pas avoir grande importance. Peut-on reprocher aux auteurs le désir d'être précis?

L'art. 5 ne parle que des auteurs unionistes qui publient leurs œuvres dans un autre pays de l'Union; il leur accorde les mêmes droits qu'aux auteurs nationaux.

Sur ce point, la Conférence s'immisce dans la législation intérieure des États; elle leur indique la règle à suivre et ce n'était peut-être pas tout à fait son rôle. Car, ce faisant, elle donne un démenti au prin-

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886 et les *Actes de Paris* du 4 mai 1896.

cipe de l'indépendance des droits qu'elle avait elle-même auparavant proclamés.

Pour les non ressortissants, remarquons que l'art. 6 parle des auteurs. L'art. 3 dans l'ancienne Conférence parlait des éditeurs. C'est là un progrès accompli par la Conférence de révision et maintenu en 1908.

Il leur accorde également la protection des autres auteurs nationaux. Mais c'est le même empiètement que plus haut. On a cherché à l'expliquer en disant qu'il serait difficilement conciliable que l'absence de protection dans le pays d'origine s'alliât à l'existence de protection dans les autres pays. Sans doute, mais si, au point de vue pratique la réponse est satisfaisante, la violation de principe n'en subsiste pas moins.

Pourquoi donner à des non-unionistes qui ne sont pas ressortissants du pays de première publication des droits aussi étendus qu'aux auteurs ressortissants?

La Conférence a voulu faire œuvre généreuse et a fait admettre l'application des lois du pays de première publication; puis, en dehors de celles-ci, elle a donné la législation d'union comme seule applicable.

Il faut remarquer que seules les œuvres publiées peuvent bénéficier de ces mesures et qu'un auteur dramatique extra-unioniste ne sera pas protégé pour son œuvre représentée, même pour la première fois. Ainsi, un Anglais qui fait représenter son œuvre à Paris, ne jouit pour cette œuvre d'aucune protection dans son pays.

Rappelons enfin qu'en cas de publication simultanée en pays d'union et d'extra-union, l'art 4 en considérant le premier pays comme d'origine, accorde la protection.

Enfin, on peut se rendre compte que ces deux articles érigent en loi internationale ce qui n'était jusqu'ici

qu'une règle de législation intérieure : la naturalisation de l'œuvre dans les pays de publication.

C'est le statut réel dont on proclame encore une fois l'application.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 (1)

ART. 7. — **La durée de la protection accordée par la présente Convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.**

Toutefois, dans le cas où cette durée ne serait pas uniformément adoptée par tous les pays de l'Union, la durée sera réglée par la loi du pays où la protection sera réclamée et elle ne pourra excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre. **Les pays contractants ne seront, en conséquence, tenus d'appliquer la disposition de l'alinéa précédent que dans la mesure où elle se concilie avec leur droit interne.**

Pour les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie, pour les œuvres posthumes, pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, la durée de la protection est réglée par la loi du pays où la protection est réclamée, sans que cette durée puisse excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre.

Voici l'un des articles les importants de la Conven-

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886 et les *Actes de Paris* du 4 mai 1896.

tion. On pourrait dire une seconde clef de voûtes.

N'est-ce pas en effet pour un auteur une des choses capitales pour lui que de savoir combien de temps on va le protéger, d'autant que son désir serait de l'être toujours. Malheureusement pour les auteurs, il ne semble pas que les Etats aient beaucoup pensé à réaliser ce désir.

En examinant l'état de la question dans divers pays, nous voyons en effet que le chaos le plus complet règne en maître. Point de départ de délai non fixé, expiration de celui-ci, tout est soumis à un désordre complet.

En France, l'on a adopté le délai de protection de 50 ans après la mort de l'auteur.

La Belgique, le Danemark, le Luxembourg, Monaco, Norvège, Suède ont pris le même délai.

Mais, à côté de ceux-ci, l'Espagne protège jusqu'à 80 ans les auteurs ; l'Allemagne, le Japon, la Suisse bornent à 30 ans leur protection.

Jusqu'ici les délais sont des délais que nous pourrions appeler « fixes », étant donné leur point de départ qui est toujours le même : la mort de l'auteur.

Mais en Grande-Bretagne le délai est de 7 ans après la mort de l'auteur ou de 42 ans *post publicationem* ; d'ailleurs, hâtons-nous d'ajouter que dans le nouveau projet de bill relatif au copyright c'est la durée de 50 ans après la mort de l'auteur qui a été adoptée.

Mais il y a au deuxième paragraphe la disposition suivante :

« Toutefois, si quelque temps après la mort de l'auteur d'une œuvre qui a été publiée ou représentée en public, une pétition est présentée par une personne intéressée au Contrôleur Général des Brevets, Dessins

et Marques de fabrique pour alléguer que l'œuvre n'est plus mise à la portée du public, que le prix des exemplaires est trop élevé ou les droits de représentation publique exagérés et qu'ainsi le public ne peut satisfaire son désir de jouir de la dite œuvre dans des conditions raisonnables, et pour solliciter la concession d'une licence en vue de reproduire ou de représenter en public la dite œuvre, le Contrôleur aura à prendre cette pétition en considération et dans le cas, où, après enquête, il demeure convaincu que les allégations y contenues sont exactes, il peut accorder à l'auteur de la pétition la licence nécessaire pour reproduire ou faire représenter en public la dite œuvre dans des termes fixant le prix de l'œuvre ainsi que la redevance à payer au propriétaire du copyright et sous telles autres conditions qu'il peut juger convenables. »

Ainsi l'Angleterre accepte dans son principe la durée de 50 ans *post mortem*. C'est une victoire sur le traditionalisme coutumier de ce pays. Mais une condition restrictive existe dans ce bill. L'intérêt public est l'inspirateur de cette mesure, c'est le *droit* à la publication. Sans doute, ce droit est soumis à des conditions qu'il faudra remplir pour avoir l'autorisation. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'en dehors de toute volonté de son auteur, une œuvre peut se trouver lancée dans le public.

Il nous semble qu'il y a là atteinte au droit de propriété et de libre disposition dont il est investi — et que ce système de licence obligatoire qui se préoccupe des intérêts du public ne tient pas assez compte des sentiments de l'auteur.

En Italie, la durée est de la vie de l'auteur ou 40 ans après la publication au minimum ; puis, et là, la loi

italienne emploie un système que d'aucuns voudraient voir appliquer en France : c'est le domaine public payant.

Pendant 40 ans, l'auteur n'a plus l'exclusivité, mais il n'est pas dépouillé. On lui paie des droits — moins forts, il est vrai — mais enfin des droits.

Quel système choisir parmi ce double système : délai *post mortem auctoris* ou délai *post publicationem* pour employer les locutions courantes, le français ne pouvant encore fournir des mots pour exprimer ces deux expressions.

A notre avis, il semble que le délai *post mortem auctoris* est plus facile d'application. Car le délai de première publication exige la connaissance de la date exacte d'origine de l'œuvre. Parfois, il est difficile de le savoir. Au contraire, l'acte de décès fournit sauf exception, une manière facile de faire preuve du point de départ.

En outre, pour une œuvre comme celle d'un Balzac par exemple, quelle multiplicité de lois !

Puis il faudrait nécessairement des formalités de dépôt et d'enregistrement pour fixer d'une manière qui ne puisse souffrir contestation, la date de première publication.

Il semble que tout ce qui tend à augmenter les formalités soit critiquable par cela même. Car c'est rendre l'exercice d'un droit particulièrement difficile que de les soumettre au visa d'une autorité, surtout d'une autorité administrative.

Le délai *post mortem* a été adopté par la Convention de Berne révisée. La Convention de 1886 n'avait pas parlé de ce délai.

Fait assez curieux, la délégation allemande qui, à la

Conférence de 1886, avait soutenu le système de l'unification de durée contre la délégation française qui, sans y être opposée, n'y tenait pas, a pris une position exactement inverse à la Conférence de Berlin et a soutenu le système fédéral.

Mais ce délai de 50 ans adopté par la Conférence n'est pas le délai rêvé des auteurs. Il a été adopté par la loi française et nous n'avons qu'à rappeler qu'en 1907, au moment où les œuvres de Musset, Béranger, Eugène Sue tombèrent dans le domaine public, on fit une campagne de presse. On voulait étendre ce délai de la loi de 1886 jusqu'à la propriété ou tout au moins adopter le domaine public payant.

Le 31 mai 1907, M. Maurice Ajam déposa un projet de loi. Il montrait les inconvénients du système présent qui obstrue la voie aux jeunes, car l'intérêt des éditeurs pousse ceux-ci à publier des œuvres tombées dans le domaine public; il montrait que la *Société des Auteurs Dramatiques* avait réussi à faire disparaître ce mal : « elle exige des directeurs de théâtre qui sont
« tous dans l'obligation de traiter avec elle, le paie-
« ment des droits d'auteur même pour les pièces tom-
« bées dans le domaine public. C'est ainsi que Cor-
« neille, Racine, Molière contribuent aujourd'hui à
« grossir l'actif de la Société. »

Il demandait, pour finir, un droit de 10 % au profit du Trésor public. Ce projet de loi fut très attaqué. L'intervention de l'État n'était pas du goût des auteurs. Nous ne nous étendrons pas sur les arguments qui étayaient la thèse adverse. Nous n'avons cité ce projet de loi que pour montrer combien mal posé est, même dans le pays qui s'en est fait le champion, le délai de 50 ans, puisque, selon le projet de loi Ajam, il

était culbuté pour instituer un domaine public payant.

Cependant, reconnaissons qu'à l'heure actuelle c'est l'adoption du délai de 50 ans qui semble être le but poursuivi par les auteurs.

Nous venons de voir que dans son *copyright bill*, l'Angleterre, tout en donnant un asile au domaine public payant, adopte à son tour le délai de 50 ans *post mortem*.

L'A.L.A.I. avait d'abord demandé en sus de la vie de l'auteur à Madrid 80 ans, à Barcelone en 1893 100 ans à partir de la première publication.

Au fond, le seul désir de l'A.L.A.I., ce serait cette perpétuité tant réclamée; ce droit pour l'auteur de percevoir les revenus de son œuvre comme on reconnaît au propriétaire foncier le droit de percevoir les revenus de son immeuble, de le léguer et de faire profiter sa descendance de ces revenus.

Nous venons de soulever ici à nouveau le gros problème de ce qu'on pourrait appeler la question d'Orient de la propriété littéraire : Droit-Propriété. — Temporaire-Perpétuelle.

Ce sont deux principes irrémédiablement opposés quand on veut bien les envisager dans leurs conséquences; et c'est là la difficulté plus réelle que l'obstacle de la pratique que l'on met souvent en cause.

Et ce droit de l'auteur temporaire ou perpétuel risque de séparer encore de longues années ceux qui s'occupent de la question puisqu'aussi bien trouvons-nous encore des négateurs de tout droit. Le grand Tolstoï, dont la mort a privé les lettres d'une personnalité puissante, a légué ses œuvres au peuple russe, ne voulant pas que sa famille pût faire commerce des produits de sa pensée.

Après cet exposé de la question, dont nous avons essayé de montrer la complexité, revenons à la Convention.

Elle a, avons-nous dit, inséré en tête de l'art. 7 comme durée de protection la vie de l'auteur et 50 ans après sa mort.

C'est grâce aux efforts de la délégation française, soutenue par la Suède et l'Italie, que l'on est arrivé à l'adoption d'une durée fixe.

Malheureusement, si le principe fut voté, les résultats pratiques ne furent pas appréciables. Car, après avoir ainsi proclamé l'unification du délai, la Convention ôte toute autorité à cette déclaration en envisageant la question au cas de manque d'accord.

Joignons-nous d'ailleurs à ce propos aux termes du rapport de M. Reinach, pour trouver que le rôle d'une Conférence n'est pas d'exprimer des vœux et de se reléguer ainsi au rang des congrès. Il fallait que la Conférence eût la volonté de poser une règle, non le vain plaisir d'une espérance.

Or, dès que le principe est accepté, on concède que dans le cas où cette durée ne serait pas uniformément adoptée par tous les pays de l'univers, la durée serait réglée par la loi du pays où la protection est réclamée, et elle ne pourrait excéder la durée fixée dans le pays d'origine.

On aurait peut être mieux fait de s'en tenir là. C'est d'ailleurs sur ce point la règle de 1886 qui est applicable.

Mais, la délégation allemande, se prévalant de la nouvelle doctrine de l'indépendance des droits, soutenait que l'on pouvait appliquer cette doctrine à la durée. Chaque pays applique au fond la durée fixée par sa

propre loi, sans se préoccuper de l'état de la protection dans les autres pays. C'est appliquer strictement *la lex fori* en localisant les éditions et c'est faire ainsi du droit d'auteur un droit morcelé par territoires.

Cette solution ne fut pas acceptée et l'on s'en tint à l'application de la loi de moindre durée.

Dans le second alinéa de l'art. 7, les œuvres photographiques, les œuvres obtenues par un procédé analogue à la photo, les œuvres posthumes (qu'autrefois l'acte additionnel mentionnait parmi les œuvres protégées, mais que la Convention nouvelle protège en rappelant la durée de protection à elles applicables). Les œuvres anonymes et pseudonymes, suivent la même règle ; il semble bien que la Conférence, pour faire ainsi deux paragraphes de ce qui aurait pu s'exprimer avec facilité en un seul, ait comme abandonné à regret ses préférences et n'ait su résister au secret désir de montrer comment on aurait pu partiellement opérer l'unification — par catégories.

Le 2^e alinéa de l'art. 7 soulève une délicate question : ses rapports avec l'art. 4.

Rapprochons ces deux parties d'article.

Art. 4. — La jouissance et l'exercice de ces droits ne sont subordonnés à aucune formalité. Cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence et de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre.

Art. 7... « La durée sera réglée par la loi du pays où la protection sera réclamée et elle ne pourra excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre ».

Ce qui revient à dire :

Les droits de l'auteur dans les pays d'origine et dans les autres pays de l'Union sont indépendants, quant à la durée, quand la durée est la même dans les deux

pays. Si une déchéance survient avant l'expiration de la durée au pays d'origine, il y aura alors protection dans le pays où elle est réclamée, malgré l'absence de protection du pays d'origine.

Ainsi, en Espagne, une œuvre, faute d'avoir obéi aux prescriptions de la loi espagnole, reste dépourvue de protection, mais, en raison du principe de l'indépendance, cela ne l'empêche nullement d'être protégée en France où l'auteur espagnol peut exercer sur son œuvre des droits dont il sera dépourvu dans son pays natal.

En résumé, l'article 7 est un des articles où la Conférence a le plus tenté de faire avancer la cause de l'unité en faisant adopter par les nations une borne de durée unique.

Mais il semble que cet effort ait été prématuré et qu'après avoir eu la vanité d'inscrire l'Unification en tête de l'article, elle ait elle-même reconnu la témérité de sa tentative.

Dans l'art. 30, elle revient de son enthousiasme et elle établit les règles strictement pratiques ; les États « qui introduiront », dit la formule ; ce n'est plus l'assurance de l'art. 7. La Convention se contente d'espérer quelques adhésions et fait ainsi comme une amende honorable de sa manifestation d'idéalisme.

Convention de Berne révisée, 13 du novembre 1908 ⁽¹⁾

ART. 8. — Les auteurs **d'œuvres non publiées, ressortissant à l'un des pays de l'Union, et les auteurs d'œuvres publiées pour la première fois dans l'un de ces pays** jouissent, dans les autres pays de l'Union, pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres.

On peut dire, que de pays à pays, l'œuvre littéraire est surtout appréciée par la traduction que l'on en donne.

Pas à pas, pour ainsi dire, les auteurs ont réussi à obtenir la protection de leur œuvre traduite, c'est-à-dire devenue susceptible de se vendre à l'étranger.

Ce ne fut pas besogne facile. Les pays étrangers tributaires du mouvement littéraire français mirent une grande mauvaise volonté à prendre des mesures de restriction.

Pourquoi? C'est que l'œuvre littéraire destinée à l'éducation du public a d'autant plus de chances d'être lue que le prix d'achat est moins élevé. Et, quand on n'a pas à payer de droits d'auteur, l'éditeur met en vente à un prix beaucoup plus bas.

Pour soutenir ces excellentes raisons commerciales par une base scientifique, on a soutenu et nous avons déjà vu cette théorie plus haut, la protection contre la traduction ne répond pas à la nature des choses parce

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886 et les *Actes de Paris* du 4 Mai 1896.

l'auteur possède un droit seulement sur l'ouvrage écrit dans sa propre langue. Contentons-nous en manière de réponse, de reproduire ces paroles de Pouillet à la Conférence de Paris : « ce qui dans l'œuvre appartient d'abord à l'auteur, c'est non la parure, le vêtement, mais l'ouvrage lui-même, le sujet qu'il traite. »

En outre, ce régime de liberté ne paraît pas aussi favorable qu'on pourrait croire la propagation des idées, car, ainsi que le fait observer M. Osterrieth, le rapporteur allemand, la quantité n'implique pas la qualité.

L'éditeur qui se trouve en libre concurrence avec ses collègues ne pensera point à payer un bon traducteur.

Il lui préférera quelque manœuvre peu au courant des finesses de langage, mais qui fera le travail rapidement, trop rapidement même — et à bas prix. De cette manière de travailler ne peut résulter qu'une tentative déplorable dont le lecteur étranger ne retirera aucun profit, parce qu'il ne pourra apprécier la valeur de l'original.

Ainsi, en Russie, où l'on a publié quatorze traductions de *La Débâcle*, d'Emile Zola, il paraît qu'aucune ne correspond vraiment à ce qu'est l'œuvre française. La quantité ne vaut pas la qualité.

M. Georges Lecomte a soutenu à juste titre que l'auteur était le seul qui pût se rendre compte comment il fallait faire la traduction et quel traducteur pouvait rendre ses idées.

Mais, si la Norvège a adopté ce point de vue, les délégations néerlandaise et russe ont fait des réserves et le Japon proteste au nom de la liberté et de sa situation d'Etat oriental toute particulière vis-à-vis de l'Europe.

Il voulait faire adopter le point de vue suivant lequel la traduction en japonais d'une œuvre écrite en langue européenne et réciproquement est complètement libre.

Mais M. Renault, dans son rapport, donna au contraire de justes arguments pour soutenir l'idée adverse : la difficulté de traduction qui nécessite un traducteur habile. Quant aux difficultés causées par la langue et les mœurs, elles sont communes à d'autres pays ; ce ne sont pas des raisons suffisantes pour renverser le principe de protection si patiemment édifié et adopté.

D'ailleurs, remarquons qu'en vertu des articles 25 et 27, ces nations pourront n'adhérer qu'à la protection réduite accordée par les anciens traités.

En résumé, une protection de la traduction était chose non seulement souhaitable pour les auteurs, mais bonne pour le public.

Ce ne fut pas dès les premiers temps que l'on arriva au but cherché. En 1886, une limite de dix années était apportée à l'usage du droit à partir de la publication.

Ainsi, en attendant dix ans, les éditeurs pouvaient encore, le succès de l'ouvrage n'étant pas épuisé, continuer leur mission ou plutôt leur fructueuse piraterie.

En 1896, l'idée de l'assimilation du droit de traduction au droit de reproduction fait du chemin et la Conférence, avec l'appui des délégations allemande, belge, française, suisse, adopte ce point de vue qui proclamait au droit de traduction la durée du droit sur l'œuvre originale.

Mais on rétablissait indirectement le délai de 10 ans en soumettant à une restriction le principe proclamé au début de l'article.

Il fallait que l'auteur fit publier dans un des pays de l'Union une traduction dans la langue pour laquelle la protection serait proclamée. Sans cette précaution, on retombait dans l'ancien système, l'auteur perdant le droit exclusif de traduction.

En 1908, plus de réserve de ce genre.

Mais il est un point signalé par M. Wauvernans à la Chambre des Représentants de Belgique. Il déclare que le droit à la protection est enlevé aux ressortissants de l'Union, par voie d'indigénat, qui ont publié pour la première fois l'œuvre fournissant matière à la traduction en dehors du territoire de l'Union.

Quelqu'étrange que paraisse cette solution, quelque contradictoire avec le droit interne qu'elle puisse être, nous ne voyons pas en quoi elle est injustifiable, comme certains l'ont soutenu.

Sans doute, on aboutit à un résultat préjudiciable à autrui, mais c'est une conséquence toute logique de la théorie réelle.

Il faut cependant avouer qu'il est dur de voir de non-ressortissants publiant dans l'Union, mieux traités même en pays unioniste que des ressortissants publiant en dehors du territoire unioniste... — Mais il faut considérer l'Union comme une grande patrie.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 (1)

ART. 9. — Les romans-feuilletons, les nouvelles et

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886 et les *Actes de Paris* du 4 mai 1896.

toutes autres œuvres, soit littéraires, soit scientifiques, soit artistiques, quel qu'en soit l'objet, publiées dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union, ne peuvent être reproduits dans les autres pays sans le consentement des auteurs.

A l'exclusion des romans-feuilletons et des nouvelles, tout article de journal peut être reproduit par un autre journal, si la reproduction n'en est pas expressément interdite. Toutefois, la source doit être indiquée ; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du pays où la protection est réclamée.

La protection de la présente Convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits divers, qui ont le caractère de simples informations de presse.

Cet article est destiné à régler les publications de presse.

La Conférence de 1908 a réussi à augmenter les garanties des auteurs sur ce point.

Pour les romans-feuilletons et les nouvelles (et le mot nouvelles nous semble très précis ainsi placé à côté du mot roman-feuilleton, quoiqu'on ait soutenu le contraire) soit dans les périodiques, soit dans les journaux, la défense de reproduction sans autorisation est absolue, alors que dans la Convention-mère la permission de reproduction existait, sauf interdiction des auteurs ou des éditeurs.

Déjà en 1896 un effort avait été tenté. On avait supprimé le mot « éditeurs », mais la catégorie était strictement limitée aux romans-feuilletons et aux nouvelles.

Dans le nouveau texte, toutes autres œuvres soit littéraires....., quelque'en soit l'objet, sont comprises également et sont soumises à la volonté de leurs auteurs pour la publication et seulement à ceux-ci. D'ailleurs, la Conférence a supprimé les ayants cause, jugeant inutile le maintien d'une catégorie de gens dont les droits ne sont discutés par personne.

Les œuvres publiées dans les périodiques sont soumises à une protection absolue. Plus n'est besoin de la formule d'interdiction en tête des revues. On assimile ces articles à des ouvrages publiés en volume.

Pour les journaux, les feuilletons et nouvelles sont aussi bien protégés que ceux publiés dans les revues ; mais les articles de journaux peuvent être reproduits à moins de mention de réserve et c'est cette mention que l'A. L. A. I. combat au nom du droit absolu de l'auteur et la simplification.

Mais on a soutenu que frapper d'ostracisme la libre reproduction en général d'articles de journaux c'était frapper du même coup la conception elle-même de la presse.

Mais il ne s'agit que d'articles de journaux et de la reproduction par un journal : il ne faut pas confondre.

La Conférence ne voulut pas non plus permettre la piraterie des articles. Elle exige l'indication de la source et laisse à chaque législation la sanction à appliquer.

Mais si, dans le second paragraphe, les nouvelles du jour et les faits-divers sont laissés sans protection aucune à titre d'information de presse, la Conférence a fait un pas en avant en retirant de cette catégorie les articles de discussion politique que 1886 et 1896 y avaient compris. La reproduction dans un autre journal reste autorisée à moins d'interdiction expresse.

La proposition allemande : obligation d'indiquer la source pour les nouvelles télégraphiques et téléphoniques « La même obligation existe à l'égard des nouvelles du jour désignées dans leur première publication comme communication télégraphique ou téléphonique, lorsqu'elles sont reproduites intégralement ou sous une forme modifiée dans les 24 heures, qu'elles constituent ou non des œuvres à protéger » ne fut pas acceptée.

Une autre proposition que l'Association littéraire et artistique internationale avait soutenue pour interdire les formations de presse quand elles constituent une concurrence déloyale (proposition de cette Association, Conférence de Neuchâtel, 1907) ne fut pas adoptée non plus.

On jugea que c'était faire servir la Conférence à la défense des intérêts commerciaux. La Conférence ayant un but d'ordre plus élevé ne pouvait s'occuper de cette question.

Mais il y eut pourtant un résultat : le paragraphe 3. La protection de la présente Convention ne s'applique pas...

D'ailleurs, cette même Conférence de Neuchâtel avait donné de cet article une rédaction qui nous semble plus largement protectrice et qui a surtout le mérite d'une grande clarté.

« Art. 7. — Les œuvres littéraires ou artistiques publiées dans les journaux ou recueils périodiques de l'un des pays de l'Union, ne pourront être reproduites en original ou en traduction dans les autres pays de l'Union, sans autorisation de l'auteur ou de ses ayants cause. »

« Toutefois, les articles de discussion politique non

pourvus d'une mention de réserve, pourront être reproduits, mais avec l'indication du nom de l'auteur et de la source. »

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 ⁽¹⁾

ART. 10. — En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomathies, est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux.

C'est là un article que l'on a soutenu être sans utilité. Que dit-il en effet ? « Est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux. »

On place ainsi les emprunts sous le régime des lois nationales : il semble que point n'était besoin d'un article pour mentionner ce résultat.

Mais M. Renault, dans son rapport, lui a trouvé une raison d'être. La Convention, dit-il, affirmant le droit absolu de l'auteur au point de vue reproduction, on aurait pu soutenir qu'elle faisait disparaître les dispositions antérieures le restreignant. »

Tenant compte de cette crainte, la Convention conserva ce texte sans changement sur celui de 1886.

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 (1)

ART. 11. — Les stipulations de la présente **Convention** s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, et à l'**exécution publique des œuvres musicales**, que ces œuvres soient publiées ou non.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales sont, pendant la durée de leur droit **sur l'œuvre originale**, protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Pour jouir de la protection du présent article, les auteurs, en publiant leurs œuvres, ne sont pas tenus d'en interdire la représentation ou l'exécution publique.

La Conférence ne s'était occupée que peu des auteurs dramatiques. L'art. 4 mentionnait le droit applicable à la représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale. « La représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale... ne constituent pas une publication dans le sens des actes précités », dit la fin de l'art. 4.

En 1896, la délégation française réclama non pas — telle qu'elle existe en Angleterre — l'assimilation de la représentation et de la publication, mais l'assimilation du droit de représentation au droit de reproduction.

Donc, plus de nécessité d'inscrire la réserve des droits en tête des ouvrages publiés.

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

Mais, pourtant, faisons remarquer que certains états unionistes n'ont pas accepté l'acte de Berlin ; certaines conventions, en outre, exigent encore ces mentions.

C'est donc un bénéfice douteux. Pourtant, l'essai est intéressant. Un jour à venir il se généralisera peut-être et la mention de réserve deviendra, souhaitons-le, un anachronisme.

Le paragraphe 2 de l'article 11 porte modification du texte de l'article 9 de la Conférence de 1886. Il parle de la protection contre la représentation publique pendant la durée du droit sur l'œuvre originale.

C'était une modification logique, puisque la durée du droit de traduction a été, en vertu de l'article 8 nouveau, prolongé à la durée du droit sur l'œuvre originale.

Le traducteur, lui aussi, possède un droit de représentation sur son œuvre ; mais il lui faut toujours respecter les droits de l'auteur original.

En fond, cet article nouveau est une conséquence des remaniements subis par les anciens textes.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 (1)

ART. 12. — Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, telles que adapta-

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886 et les *Actes de Paris* du 4 mai 1896.

tions, arrangements de musique, transformations d'un roman, **d'une nouvelle ou d'une poésie** en pièce de théâtre et réciproquement, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction de cet ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements, non essentiels, et sans présenter le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

La Convention s'occupe en cet article de définir exactement quelles sont les reproductions illicites, de quelle nature elles sont, quelles elles sont.

C'est un des articles les plus délicats de la Conférence.

Il est difficile de dire à quel point commence dans une adaptation l'œuvre original et cesse la contrefaçon.

Car la Conférence dit : sont spécialement comprises comme reproductions illicites les appropriations indirectes non autorisées, telles que adaptations, transformation d'un roman — lorsqu'elles ne sont que la reproduction de cet ouvrage, dans la forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements non essentiels et sans présenter le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

Voici le point délicat : Quand y aura-t-il œuvre originale, c'est une question que la Conférence a laissée sans réponse. C'était pourtant, il nous semble, le nœud de la question.

Il y a évidemment appropriation illicite quand il y a utilisation non autorisée du travail intellectuel d'autrui.

M. Becker, au Congrès de Rome de 1882, avait donné de l'adaptation une définition originale : « Un homme qui change de costume suivant le pays ou les circonstances dans lesquelles il veut se présenter ; regardé de près on le reconnaîtra presque toujours. »

C'est évidemment métaphore ingénieuse ; ce n'est pas une pierre de touche.

Sans doute, on voit bien quand la Conférence parle de « transformations d'un roman, d'une nouvelle ou d'une poésie en pièce de théâtre et réciproquement » ce qu'elle désigne ; par exemple le roman dont le canevas est dialogué, les pièces de théâtre arrangées au goût du jour, ou transformées en opérette.

Mais à quel moment y aura-t-il œuvre originale ? En Angleterre (sous certaines conditions le changement de nom du bien d'action par exemple) on juge l'adaptation légitime. Pourtant, c'est être bien près du modèle que de changer seulement ces détails.

Si la parodie n'est pas nommée, le sens de l'article présent la comprend parmi les appropriations illicites.

Cependant, en Italie, une ordonnance du juge d'instruction de Naples, rapportée par le « Diritti d'Autore » considère comme contrefaçon le *Figlio di Gorio*, parodie de *glia di Gorio* « du célèbre Italien Gobricie d'Annunzio ».

On voit la difficulté de juger en fait si le principe est certain ; et la situation est devenue plus nette, plus difficile aussi pour l'application ou la suppression de la réserve des lois nationales. De normative, la disposition de l'art. 12 est devenue impérative et les lois nationales devront se mettre d'accord avec la règle conventionnelle.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 (1)

ART. 13. — Les auteurs d'œuvres musicales ont le droit exclusif d'autoriser : 1° l'adaptation de ces œuvres à des instruments servant à les reproduire mécaniquement ; 2° l'exécution publique des mêmes œuvres au moyen de ces instruments.

Des réserves et conditions relatives à l'application de cet article pourront être déterminées par la législation intérieure de chaque pays, en ce qui le concerne ; mais toutes réserves et conditions de cette nature n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies.

La disposition de l'alinéa 1^{er} n'a pas d'effet rétroactif et, par suite, n'est pas applicable, dans un pays de l'Union aux œuvres qui, dans ce pays, auront été adaptées licitement aux instruments mécaniques avant la mise en vigueur de la présente Convention.

Les adaptations faites en vertu des alinéas 2 et 3 du présent article et importées sans autorisations des parties intéressées, dans un pays où elles ne seraient pas licites, pourront y être saisies.

Le savant rapport de M. Renault nous indique cet article relatif aux œuvres musicales reproduites par des instruments mécaniques, laisse intacte la ques-

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

tion relative à la reproduction ou à l'exécution des morceaux littéraires.

Nous ne nous en occuperons donc pas, pour nous en tenir aux limites de notre sujet.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908.

ART. 14. — Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser la reproduction et la représentation publique de leur œuvres par la cinématographie.

Sont protégées comme œuvres littéraires ou artistiques les productions cinématographiques lorsque, par les dispositifs de la mise en scène ou les combinaisons des incidents représentés, l'auteur aura donné à l'œuvre un caractère personnel et original.

Sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, la reproduction par la cinématographie d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique est protégée comme une œuvre originale.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la reproduction ou production obtenue par tout autre procédé analogue à la cinématographie.

C'est là quelque chose de tout nouveau qui n'eut pas son semblable dans la Conférence précédente de 1886 et de 1896. Il semble que la nouveauté même de la

chose ait hypnotisé la Conférence; elle a jugé qu'un article n'était pas trop.

Pourtant, si nous étudions cet article, nous trouvons de suite des affinités avec d'autres articles de la Conférence.

Ainsi, prenons le § 1^{er} de l'art. 14. Il dit la même chose que l'art. 8, en tenant compte naturellement de la différence de matière.

Mettons les en regards :

Art. 8. — Les auteurs d'œuvres non publiées, ressortissant à l'un des pays de l'Union et les auteurs d'œuvres publiées pour la première fois dans un de ces pays, jouissent, dans les autres pays de l'Union, pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres.

Art. 14. — Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser la reproduction et la représentation publique de leurs œuvres par la cinématographie.

Nous pourrions encore mettre en regard le § 2 et l'art. 12 — le § 3 et l'art. 2; mais il suffit de se reporter aux articles précités pour se rendre compte de la corrélation. — L'inspiration est semblable et les termes ne diffèrent qu'en raison de la disparité des objets à protéger.

Mais si nous voyons avec plaisir que la Convention s'est occupée de protéger les œuvres cinématographiques, mentionnons — ne serait-ce que pour exemple à ne pas suivre — le singulier jugement de la Cour de Cassation à propos de l'affaire Boubouroche.

Chacun a pu rire aux tristes aventures de cet homme victime de son impersonnalité et que les raisonnements les plus audacieux d'un amant et d'une maîtresse sans scrupules impressionnent au point de les adopter pour siens et de déduire des événements les mêmes conclusions qu'eux : trompé et content.

Un entrepreneur de cinématographe avait édité un « film » représentant l'aventure mais où seule « la lumière sortie du plafond, s'était muée en fumée, en raison du mode de reproduction cinématographique.

Citons en dernier lieu les attendu que la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation rendit dans l'arrêt du 27 juin 1910 :

« Si le droit de propriété de l'auteur s'étend à la reproduction de ses œuvres par un procédé mécanique, il faut tout au moins que, par le choix du sujet, la composition et le développement des scènes l'œuvre représentée puisse être considérée comme une contrefaçon de l'œuvre originale ;

« Qu'il est déclaré en fait par l'arrêt attaqué que le sujet de Boubouroche a été emprunté par son auteur et par celui de la pantomime intitulée : « Ta Femme nous trompe » au fonds commun du théâtre et du roman.... » rejette.

Que cette anecdote fut tirée de la vie — sans doute — bien que le fait ne soit pas d'observation courante, mais la vie n'est-elle pas le réservoir ou s'alimente le courant littéraire ?

Il fut dit que le style seul donnait la personnalité à l'œuvre. C'est sans doute un grand compliment pour l'auteur. Mais ce nous semble singulièrement osé et, pour peu que l'on pousse cet argument un peu loin, on arrive à l'affaiblissement général de la propriété litté-

raire. Pour paraphraser un mot que M. Henri Bataille place en tête de sa dernière œuvre « La Vierge Folle, » sous l'amas des mots il y a sans cesse la flamme qui couve et qui éclaire.

Espérons que les Tribunaux reliront avant de rendre une décision, le § 3 de l'article que nous étudions en ce moment, sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale.

Dans le § 2, on établit une disposition tout à fait logique, la protection de l'œuvre cinématographique originale. En effet, nous avons vu les plus grands noms de la littérature contemporaine ne pas dédaigner ce mode de production.

Le § 3 nous amène à penser à l'art. 2. D'ailleurs, les dispositions en sont tout à fait rationnelles et nous ne trouvons là rien de nouveau.

Enfin, dans le dernier alinéa, on a prévu tout progrès possible, et il était prudent de laisser ainsi la place à de nouvelles intentions perfectionnant ou transformant le cinématographe.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908⁽¹⁾

ART. 15. — Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente Convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis, en conséquence, devant les tribunaux des divers pays de l'Union,

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Article semblable à celui de la Convention de 1886, sauf le dernier paragraphe que l'on a supprimé.

Le premier alinéa s'occupe de la manière dont l'auteur peut se faire protéger et il établit une règle logique : il suffit que le nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes et pseudonymes, la difficulté était de savoir à qui l'on avait affaire. Il y avait une difficulté considérable pour permettre à l'écrivain de faire valoir ses droits, tout en ne révélant pas son identité.

La Convention désigna l'éditeur qu'elle jugea le représentant tout trouvé de l'auteur ; ce qui permettait à ce dernier de garder l'incognito.

Avec le dernier alinéa, le nouveau principe d'indépendance des droits était inapplicable. La législation du pays d'origine n'avait pas à s'occuper de remplir vis-à-vis d'un pays étranger des formalités dont celui-ci n'avait d'ailleurs pas non plus à tenir compte. Aussi la Convention nouvelle ne maintint pas ce mode de procédure, suivant en cela le projet allemand.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 ⁽¹⁾

ART. 16. — Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

Dans ces pays, la saisie peut aussi s'appliquer aux reproductions provenant d'un pays où l'œuvre n'est pas protégée ou a cessé de l'être.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Il s'agit dans cet article de voies d'exécution. La conférence, tenant compte des exigences des législations nationales, laisse à chacune d'elles le soin de déterminer la façon d'arrêter au passage les œuvres contrefaites et d'empêcher leur exploitation.

Nous ne parlerons que pour mémoire de la discussion sur les termes « peut être saisie » que la Conférence de Paris a traduit par une faculté d'agir pour les intéressés, mais non par une liberté laissée aux états signataires de prendre les mesures nécessaires à l'arrêt de ces invasions.

De même, rappelons la suppression à la Conférence de 1896 des termes « à l'importation » pour permettre la saisie même à l'intérieur du pays.

Mais la Conférence de Berlin a intercalé un deuxième alinéa. La délégation italienne qui en a fait la demande avait en vue le cas où une reproduction ne peut plus

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886 et les *Actes de Paris* du 4 mai 1896.

être interdite dans un pays et est importée dans un pays où cette reproduction n'est pas permise.

Il y avait, en effet là, une situation qui rendait une catégorie d'œuvres assurée de l'impunité. Il est vrai que les principes généraux auraient suffi et l'on eut probablement pu induire des règles précédentes les règles applicables à ce cas.

Ainsi, en vertu du principe nouveau de l'indépendance des droits, un auteur espagnol par exemple, dont l'œuvre, par suite d'un manque de formalités n'aura pas droit à protection dans son pays, pourra se prévaloir de la loi française pour empêcher toute introduction d'une reproduction en France. C'est une conséquence du principe de l'indépendance des droits.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 ⁽¹⁾

ART. 17. — Les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des pays de l'Union de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Dans cet article qui reproduit sans changement celui

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

de 1886, la Conférence s'en rapporte aux législations nationales.

Ce n'était peut-être pas bien utile de faire un article pour dire que les Etats peuvent user de leur droit de souveraineté envers les ouvrages jugés contraires à l'ordre ou à la morale.

Remarquons que c'est d'ailleurs un excellent moyen fort employée en Russie (par exemple Dostocshy) pour empêcher la publicité d'ouvrages qui ne plaisent pas au pouvoir.

La raison d'État fut de tout temps fort utile en ces matières (Tolstoï, Gorki, etc.)

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908⁽¹⁾

ART. 18. — La présente Convention s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine **par l'expiration de la durée de la protection.**

Cependant, si une œuvre, par l'expiration de la durée de protection qui lui était antérieurement reconnue, est tombée dans le domaine public du pays où la protection est réclamée, cette œuvre n'y sera pas protégée à nouveau.

L'application de ce principe aura lieu suivant les stipulations contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet entre pays de l'Union.

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886 et les *Actes de Paris* du 4 mai 1896.

A défaut de semblables stipulations, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à cette application.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également en cas de nouvelles accessions à l'Union **et dans le cas où la durée de la protection serait étendue par application de l'article 7.**

Si les dispositions sur la rétroactivité semblent maintenant naturelles, ce n'a pas été sans lutte qu'elles ont pu entrer dans la Convention.

Dans le projet de Convention publié par le Bulletin de l'Association littéraire artistique et internationale de juillet 1883, il n'y avait aucune disposition concernant la rétroactivité.

Ce n'est qu'à la Conférence de Berne, en septembre 1883, que M. Edouard Clunet jugea bon de présenter à la Conférence l'article suivant :

« La présente Convention s'applique à toutes les œuvres non encore tombées dans le domaine public lors de la mise en vigueur de la Convention. »

C'était poser la question de la rétroactivité. En 1885, la Conférence adoptait la rédaction que l'année suivante, en 1886, les délégués officiels conservèrent à leur tour.

Naturellement, chaque pays, selon le protocole de clôture n° 4, régla la question selon certaines formalités variables pour chacun.

La question des droits acquis par les éditeurs d'œuvres publiées avant tout régime d'union et par conséquent respectables juridiquement — sinon moralement parlant — fut solutionnée par chaque pays selon ses tendances particulières.

Mais il a fallu tenir compte des intérêts de ceux qui — licitement — ont reproduit, représenté ou exécuté des œuvres étrangères sans l'autorisation de leurs auteurs.

Expliquons par un exemple le mécanisme de ce principe :

Dans un pays la durée de protection est d'une durée de 30 années *p. m. a.*

A la suite d'une mesure législative, ce délai est porté à 50 ans *p. m. a.* Il y a une augmentation de vingt années pendant lesquelles un auteur pourra exercer son droit. Mais sous quelles conditions ? Si l'auteur est mort depuis plus de trente ans, si son droit par conséquent est expiré selon la loi ancienne, il n'y aura pas recommencement de protection, car on se heurterait à d'autres droits qui ont pu prendre naissance à l'expiration du droit privatif de l'auteur.

Si, au contraire, le délai de trente ans n'est pas expiré, alors, sans préjudicier à aucun intérêt on peut admettre l'application d'une protection nouvelle : Le droit de l'auteur courra alors pendant un délai de cinquante ans.

On voit comment on tient compte du principe de non-rétroactivité en tenant compte des intérêts respectables de chacun.

La Conférence de Paris de 1896 ne retoucha rien et laissa subsister les textes de 1886.

En 1908 on précisa et l'on introduisit un second alinéa où l'on parlait du pays où la protection était réclamée ; en vertu du principe de l'indépendance des droits, on jugea qu'une œuvre même protégée dans son pays d'origine, ne pouvait l'être dans un pays où elle ferait partie du domaine public.

D'ailleurs, peu importe qu'une œuvre soit ou ne soit

pas tombée dans le domaine public du pays d'origine, la protection pourra être réclamée dans un autre pays du moment que l'œuvre y est encore protégée.

L'alinéa 3 soumet l'application de ce principe aux stipulations contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure.

Mais il ne faut pas croire que c'est la loi nationale qui puisse s'appliquer à l'auteur étranger.

La Cour Suprême de Leipsig a montré que c'était là la vérité en repoussant les revendications de M. Batz pour le droit de représentation d'œuvres étrangères antérieures.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908

ART. 19. — Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas de revendiquer l'application de dispositions plus larges qui seraient édictées par la législation d'un pays de l'Union en faveur des étrangers en général.

La présente Convention a voulu donner une affirmation à la place du « peut-être » antérieur.

Car, si la Convention ne devait donner aux unionistes qu'une protection limitée aux termes de la Convention, nous verrions cette situation bizarre d'un ressortissant d'un état non unioniste mieux traité qu'un unioniste, ce qui semblerait aller à l'encontre des intérêts immédiats de l'Union.

Mais la Convention ne donne qu'un « minimum de protection » formule sans cesse répétée et qui se transmet comme le flambeau antique à travers toutes les conférences.

Il semble donc tout naturel que les unionistes puissent être soumis à un traitement plus libéral que le traitement de la Convention quand la législation intérieure du pays a accordé aux étrangers un traitement de cette nature.

Et M. Renault, dans son rapport, cite le cas où l'on demanderait protection pour une œuvre anglaise traduite.

Le droit de traduction, d'après l'article 5 des Actes de 1896 tombe dans le domaine public après 10 ans.

Or, la loi belge de 1886 assimile (ce que fait maintenant la Convention) la traduction à la reproduction.

C'est une situation toute au désavantage de la Convention. Dans un cas, le premier, la durée de protection n'est que de 10 ans. Au bout de ce temps, le domaine public apparaît, ne laissant rien subsister des droits antérieurs.

Dans le second cas, l'assimilation est complète. La durée est la même. On comprend l'avantage d'une telle législation.

Le non unioniste se verra appliquer le traitement habituel ; il aura pour son œuvre l'application de l'assimilation de la reproduction et de la traduction. L'auteur unioniste, au contraire, à qui l'on fera l'application des actes de 1896, perdra ces droits après 10 ans.

Il nous paraît à peine utile, après cet exemple d'expliquer la nécessité où l'on se trouvait d'adopter un article 19.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 (1).

ART. 20. — Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements confèreraient aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraire à la présente Convention. Les dispositions des arrangements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables.

L'article précédent se préoccupait des législations nationales par rapport aux Unionistes.

L'article 20, lui, se préoccupe d'assurer la possibilité aux États de l'Union de prendre des mesures par voie d'arrangements particuliers susceptibles d'assurer aux contractants des droits plus étendus.

C'est donc en dehors de l'Union un moyen d'assurer à un État des avantages avec tel ou tel pays, moyen qui a la précieuse qualité de tenir compte de chaque particularité et de telle ou telle ressource du pays, de sa vitalité intellectuelle pour ainsi dire.

Ainsi, la Convention particulière de 1884 avec l'Italie nous admet au bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée.

Or, l'Italie ayant accordé à l'Allemagne l'assimilation de la « Traduction » à la publication, nous pouvons, en vertu de la clause ci-dessus, réclamer cette même assimilation.

Ce qui revient à dire que pour les Français comme

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

pour les Allemands le droit de traduction doit être protégé aussi longtemps que le droit existant sur l'œuvre originale.

C'est un des exemples les plus typiques de l'effet déformant de ces Conventions particulières par rapport au traitement original d'Union. Mentionnons encore la Convention particulière de 1907 signée entre la France et l'Allemagne et qu'il convient de combiner avec la Convention de Berne, mais que la Convention de Berlin a rendue sans objet.

La durée de la protection de l'original était de 30 ans *p. m. a.*, la durée du droit de traduction de 30 ans également; solutions égalées maintenant.

On voit par ces deux exemples l'influence des traités particuliers. Ils complètent l'œuvre des Conventions de Berne. Ils facilitent parfois l'extension de nouvelles règles. Ils préparent le chemin et sont comme l'avant-garde des résolutions de futures conférences.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 ⁽¹⁾

ART. 21. — **Est maintenu** l'office international institué sous le nom de « Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ».

Ce Bureau est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

La langue officielle du Bureau est la langue française.

ART. 22. — Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. Il les coordonne et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent d'autoriser, d'un commun accord, le Bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres langues, pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

Le Directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les membres de l'Union.

ART. 23. — Les dépenses du Bureau de l'Union internationale sont supportées en commun par les Pays contractants. Jusqu'à nouvelle décision, elles ne pourront pas dépasser la somme de soixante mille francs par année. Cette somme pourra être augmentée au besoin par simple décision d'une des conférences prévues à l'article 24.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays contractants et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union

sont divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe.		25 unités
2 ^{me} »		20 »
3 ^{me} »		15 »
4 ^{me} »		10 »
5 ^{me} »		5 »
6 ^{me} »		3 »

Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

Chaque pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé.

L'Administration suisse prépare le budget du Bureau et en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

Les art. 21-22-23, nous font pénétrer dans l'organisation technique de l'Union et aucune modification n'est intervenue en 1908.

Il y est question des fonctions du bureau international de l'Union dont le siège est à Berne. Nous sommes heureux, en ce travail, de rendre un hommage mérité à cet organisme qui a tant fait pour la cause du droit d'auteur.

D'ailleurs, peu à peu, d'année en année, son influence croît et son rayon d'actions devient d'autant plus puissant que son autorité morale est respectée par toutes les puissances. Composée d'hommes de haute valeur,

il est le centre même de toute la vie littéraire internationale.

Dans ces articles, il est question aussi de sa vie matérielle : le budget est équilibré grâce à la participation des différents états signataires : un quantum pour chacun selon son rang.

L'art. 24 admet le principe de révision de l'Union pour y introduire des modifications et améliorations. D'ailleurs, aucun changement ne peut avoir lieu à la majorité seule : l'unanimité est obligatoire. On ne peut forcer aucun état à l'acceptation de mesures auxquelles il n'a pas consenti.

Les articles 25 et 26 ouvrent aux Etats étrangers et à leurs colonies le droit à l'accession et indiquent le mode de notification à employer.

Mais l'article 25 contient, à la fin, une disposition nouvelle permettant l'accession partielle aux règles de la Convention de 1908 et la substitution à ces règles des règles des Conférences antérieures.

A ce sujet, le rapport de M. Renault nous éclaire en termes excellents sur les desseins secrets des rédacteurs de la Convention.

« Certains de nos associés n'ont pas suivi le gros de la troupe, faut-il être plus rigoureux pour les nouveaux venus ? »

On aurait pu laisser subsister la Convention primitive et permettre l'adhésion à celle-ci des États, qui sur certains points, par exemple sur celui de la traduction, ne veulent pas en ce moment aller plus loin.

C'est ce qu'on avait pensé d'abord. Mais ne vaut-il pas mieux que les États adhèrent à notre nouvelle Convention, sauf à réserver les points qu'il ne leur paraît pas possible d'accepter pour le moment... Ils pourront

choisir dans la Convention de 1886, dans l'acte additionnel de 1896, les stipulations auxquelles ils donneront leur préférence.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 ⁽¹⁾

ART. 24. — La présente Convention peut être soumise à des révisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, sont traitées dans des Conférences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués desdits pays. L'Administration du pays où doit siéger une Conférence prépare, avec le concours du Bureau international, les travaux de celle-ci. Le Directeur du Bureau assiste aux séances des Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.

Aucun changement à la présente Convention n'est valable pour l'Union que moyennant l'assentiment unanime des pays qui la composent.

Quelques considérations sur la façon dont peut se perfectionner le régime d'union.

Aucun changement notable sur 1886 où toutes les mesures édictées sont d'ailleurs pleines de bon sens.

Il était logique de permettre toute révision, car c'eût

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

été considérer l'Union comme une entité que de la priver de ce moyen d'extension.

De même, il était de la plus favorable politique de soumettre les Conférences de révision à la préparation du pays où doit siéger la Conférence sous le contrôle du Bureau international de Berne.

Enfin, comme nous sommes en matière internationale, aucun changement ne peut avoir lieu sans l'unanimité.

Toutes ces mesures sont de déduction facile et il serait à peine besoin de les mentionner si nous n'avions le désir d'être complets.

Ajoutons, pour finir, que cette fois encore la Conférence n'a pas voulu désigner la prochaine qui probablement aura lieu à Rome.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908⁽¹⁾

ART. 25. — Les États étrangers à l'Union et qui assurent la protection légale des droits faisant l'objet de la présente Convention, peuvent y accéder sur leur demande.

Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

la présente Convention. Toutefois, elle pourra contenir l'indication des dispositions de la Convention du 9 septembre 1886 ou de l'Acte additionnel du 4 mai 1896 qu'ils jugeraient nécessaire de substituer, provisoirement au moins, aux dispositions correspondantes de la présente Convention.

Article qui, en ouvrant aux Etats une large hospitalité ne laisse pas que de rendre certain autre article un peu illusoire.

Quand dans l'article 28 on dit que la présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin au plus tard le 1^{er} juillet 1910, cet « au plus tard » ressemble fort aux sabres de théâtre dont la lame d'acier est de papier d'argent.

En effet, la porte d'entrée est toujours ouverte.

La suite de l'article donne les formalités à remplir. Et une fois l'accession, l'Etat contractant, a de plein droit, la jouissance des avantages de la Convention.

Mais, faisant fléchir toutes les déclarations de principe, la Convention admet la possibilité pour celui-ci de rester sous la règle des conventions antérieures.

Reportons à l'article 27 l'explication de cette capitulation en faisant remarquer en passant que, accordant aux pays étrangers ces faveurs, elles ne pouvaient plus être refusées aux adhérents.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908⁽¹⁾.

ART. 26. — Les Pays contractants ont le droit d'accéder en tout temps à la présente Convention pour leurs colonies ou possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies ou possessions sont comprises dans l'accession, soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

Cette déclaration sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Il consacre l'adhésion possible des colonies et possessions étrangères que l'on n'a pas voulu tenir éloignées des avantages de l'Union. En outre, les auteurs avaient droit et intérêt à ce qu'on joignit ces pays aux métropoles, car il peut y avoir là matière à fructueuse exploitation pour eux.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908.

ART. 27. — **La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les Etats contractants, la Convention de Berne du 9 septembre 1886,**

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886.

y compris l'Article additionnel et le Protocole de clôture du même jour, ainsi que l'Acte additionnel et la Déclaration interprétative du 4 mai 1896. Les actes conventionnels précités resteront en vigueur dans les rapports avec les États qui ne ratifieraient pas la présente Convention.

Les États signataires de la présente Convention pourront, lors de l'échange des ratifications, déclarer qu'ils entendent, sur tel ou tel point, rester encore liés par les dispositions des Conventions.

Avec l'article 4 et l'article 7 l'article 27, dans un autre ordre d'idées est également une des lignes dominantes de cet édifice qu'est la Convention de 1908.

Il détermine le rapport entre Etats contractants.

Comme dans tant d'autres articles la Conférence commence par établir un principe : suppression des actes antérieurs — remplacement par la nouvelle Convention.

On est là dans les termes mêmes du vœu formulé par la Conférence précédente souhaitant voir « de la prochaine conférence sortir un texte unique de convention. »

Mais aussitôt, l'exception suit le principe, et l'article 27 annonce d'abord que les actes précédents de 86 et 96 restent en vigueur dans les rapports avec les Etats qui ne ratifieraient pas la présente Convention.

C'est déjà une première capitulation ; mais la Conférence ne s'arrête pas là : elle permet aux Etats signataires de déclarer qu'ils restent liés sur tel ou tel point par la disposition des conventions antérieures.

A ce sujet, on pourrait prévoir deux situations possibles : soit que fussent constituées des unions restreintes de fait, soit des unions restreintes stipulées en vertu d'un acte formel.

Ce second système aurait sans doute pour lui la précision, mais aussi une rigidité que voudrait éviter la Conférence.

Avec les unions restreintes de fait, sur certaines questions controversées comme la protection des photographies, le droit de traduction, la protection des œuvres d'architecture et de sculpture, il pourra y avoir un véritable escalier de relations internationales.

On peut, en effet prévoir des groupements et des subdivisions, non pas en nombre infini comme le soutient M. Taillefer dans son rapport, mais en nombre exagéré pour la facilité de la pratique ; car le tableau des positions qui peuvent être adoptées se dresse ainsi :

1° Ratification intégrale de la Convention de Berlin ;

2° Maintien des Conventions antérieures ;

3° Adoption de la Convention de Berlin avec des réserves plus ou moins importantes puisées dans les deux conventions précédentes.

Evidemment, ces réserves plus ou moins importantes laissent le champ libre à des combinaisons variées ; mais de là au « nombre infini » que se plaît à reconnaître M. Taillefer il y a encore une différence.

Tout ce que l'on peut espérer, c'est que les discordances ne seront pas nombreuses et qu'il ne se trouvera pas la réalisation des hypothèses différentes que l'on peut édifier.

Voyons à ce sujet la situation internationale :

Quelques pays ont adopté la dernière Convention

sans réserves d'aucune sorte ; ils sont au nombre de huit seulement :

L'Allemagne, la Belgique, la Suisse, l'Espagne, Haïti, Liberia, Luxembourg, Monaco.

Et déjà nous voyons apparaître l'utilisation de ces articles 25 et 27 que l'on a tant discutés : la France et la Tunisie restent au régime antérieur pour les œuvres d'art appliqué.

Le Japon pour le droit exclusif de traduction s'en tient à l'article 5 de la Convention de Berne, révisé par l'acte additionnel de Paris 1896. Il jouit également de l'exécution publique des œuvres musicales (article 9, alinéa 3 de la Convention de Berne de 1886).

La Norvège en reste à l'art. 7 de la Convention de Berne de 1886 pour les articles de journaux et de revues ; puis pour la rétroactivité. (Art. 14 de la Convention de Berne de 1886).

Le Danemark et l'Italie, en arrière encore, conservent le régime de la Convention de Berne de l'acte additionnel et déclaration interprétative de 1896.

La Grande-Bretagne s'en tient à la Convention de Berne de 1886 et à l'acte additionnel de Paris de 1896.

La Suède, enfin, à qui suffisent la Convention de Berne et la déclaration interprétative.

C'est donc à trois grands groupements que nous avons affaire :

a) Relations avec les pays à ratification totale.

b) Relations avec les pays à ratification totale, sauf mentions de réserve.

c) Relations avec les pays d'ancien régime.

La situation est loin d'être unifiée, car il s'en faut que la simplicité règne en notre matière.

En effet, derrière ces trois groupements, il faut en-

core tenir compte des pays ayant contracté avec la France des accords particuliers dont, par ricochet, les dispositions peuvent être applicable à quelqu'autre pays si la clause de la nation la plus favorisée a été introduite.

Ainsi, prenons pour exemple l'Italie : D'après son régime actuel, l'Italie en est restée à l'ancien régime de 1886 et 1896.

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union ou leurs ayants cause, jouissent dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages jusqu'à l'expiration de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'Union. » Tels sont les termes mêmes de l'art. 5 avec, en plus, une déchéance du droit exclusif de traduction introduite par l'acte additionnel de Paris, si l'auteur ne fait pas usage de ce délai en publiant en pays d'Union une traduction dans la langue pour laquelle la protection sera réclamée.

Tel est le droit commun vis-à-vis de l'Italie, mais la Convention particulière de 1884, nous accordant le traitement de la nation la plus favorisée, et ce pays ayant accordé à l'Allemagne par une Convention de 1907 l'assimilation de la traduction à la publication, nous pouvons nous réclamer de cette situation.

Ainsi, malgré la Convention d'Union, le droit de traduction est en Italie protégé aussi longtemps que l'œuvre originale.

Ce simple exemple montre la facilité des relations internationales. Mais ce n'est pas — loin de là — le seul pays où se présente une telle complexité.

Si, dans les États suivants : Allemagne, Belgique, Espagne, Haïti, Liberia, Luxembourg, Monaco, Nor-

vège, Suisse, Tunisie, le droit de traduction à la même durée que le droit de reproduction; il n'est assimilé à ce dernier qu'à condition d'avoir été exercé dans les dix ans de la première publication de l'œuvre en Danemark, Grande-Bretagne, Italie — sauf le cas cité plus haut — Japon.

Enfin, en Suède le droit de traduction peut s'exercer durant les dix ans de la première publication de l'œuvre originale.

Ces quelques exemples dépeignent la complexité de la situation. Malheureusement, il n'y a pas que la traduction qui pourrait se vanter de cette complexité de rapports, les « Formalités » qui en principe n'existent plus vis-à-vis du pays voisin sont obligatoires, malgré tout, avec le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Suède.

De même les mentions de réserve qui subsistent dans les rapports avec les quelques pays ci-dessus auxquels il convient d'ajouter le Japon.

La situation est donc loin de la simplicité. A ces exceptions viennent s'ajouter les traités particuliers, les conventions spéciales.

Ainsi, la Convention particulière entre la France et l'Espagne de 1880 combinée avec l'Union de Berne, permet de réclamer une protection de 50 ans *p. m. a.* et la même durée de protection pour le droit de traduction.

Pour les Pays-Bas, on ne peut parler de l'Union de Berne. La Convention de La Haye du 29 mars 1855, puis l'arrangement supplémentaire de 1860, et la déclaration au sujet de la garantie des œuvres d'esprit et d'art forment le régime applicable. Tirons-en la durée de protection de l'original : 50 ans après la première

publication. Quant au droit de traduction il n'est pas protégé.

Ainsi, en résumant, il y a trois situations possibles :

1^o Les relations avec les pays de l'Union de Berne selon les diverses réserves ;

2^o Celles avec les pays à conventions spéciales ;

3^o Celles avec les pays indépendants de tout groupement.

Les dernières catégories nous intéressent moins ; elles se trouvent un peu en dehors de notre sujet ; nous en avons seulement mentionné l'existence pour permettre une vie internationale complète.

Si nous nous arrêtons à la première catégorie, nous voyons qu'en vertu de l'art. 27, l'échiquier littéraire permet des situations diverses et des constatations pessimistes.

Ces dispositions de l'article 27 dont nous venons de donner l'idée et de signaler quelques applications a soulevé des essais de justifications, mais aussi des critiques nombreuses.

Mentionnons à ce sujet la justification de M. Renault dans son rapport. Tout est à relater d'ailleurs :

« La Convention que nous préparons est destinée à remplacer les actes conventionnels qui l'ont précédée. Cet effet ne pourra évidemment se produire que dans les rapports entre les États qui accepteront la Convention nouvelle dans son entier. Quant à ceux qui y resteront étrangers, les rapports entre eux et avec les autres États continueront à être régis par les actes antérieurs, c'est-à-dire suivant le cas par les actes de 1886 et 1896 ou par la Convention de 1886 seule.

On pourrait concevoir un État ayant adhéré aux actes de 1886 et de 1896 pour ses colonies qui souscrirait à

la Convention nouvelle pour lui-même en laissant ses colonies sous le régime antérieur.

Il y a encore une situation intermédiaire possible ; celle d'un État unioniste qui accepterait bien dans son ensemble la Convention nouvelle, mais ferait des réserves sur tel ou tel point.

Il est à souhaiter et même à espérer que nos associés ne seront pas tentés de faire de nombreuses réserves de ce genre, des sacrifices sérieux avant été consentis pour arriver à une entente.

Mais enfin, un État peut ne pas vouloir accepter une ou deux des nouvelles solutions. Peut-on lui dire : tout ou rien. Vous accepterez la nouvelle Convention dans son intégralité ou vous resterez sous le régime antérieur. Cela ne semble pas possible.

Nous ne pouvons traiter un État unioniste plus mal qu'un État non unioniste. Puisque nous permettons à celui-ci d'accéder à la nouvelle Convention en faisant des réserves, un État unioniste pourra agir de même. Toutefois la situation n'est pas identique en ce que nous pouvons bien consentir à ce qu'un État unioniste ne nous suive pas, s'arrête au point où il en est en ce moment, mais non qu'il recule.

Ainsi, un État est actuellement lié par la Convention de 1886 et l'acte additionnel de 1896 ; il ne veut pas de la règle du nouvel article 8 sur le droit de traduction, il pourra s'en tenir à l'article 5 de l'acte additionnel de 1896 qui régira ses rapports avec les autres États, mais non revenir à l'article 5 de la Convention de 1886.

M. Osterrieth, au Congrès de Copenhague qui eut lieu du 21 au 26 juin 1909 admit la nécessité où était la Conférence « d'admettre un système différentiel — selon son expression — puisqu'elle se voyait dans l'im-

possibilité absolue de faire adopter par tous les peuples les modifications les plus importantes ».

Ce système différentiel ou encore dit d'unions restreintes, permet à chacun, avantage précieux, d'aller jusqu'où il veut.

On l'a comparé, non sans raison, à un ascenseur desservant une maison et arrêtant à tous les étages au gré de chacun ; on a encore mis en avant l'image d'un train stoppant à chaque gare où, selon leurs besoins, quelques voyageurs descendent.

Et, de cette façon, grâce à ce tour de passe-passe bien diplomatique, la Conférence de Berlin allait tout au moins à un succès de façade, les pays contractants ne risquant pas grand'chose à ratifier un accord où ils pouvaient prendre ce qui leur était particulièrement agréable et laisser le reste.

Mais le Droit d'auteur justifie ce système différentiel pour employer l'expression de M. Osterrieth en disant qu'il a l'avantage de ne pas tout remettre en question.

« Plus solides que les arrangements d'un caractère
« temporaire, ce traité d'union résistera mieux aux
« attaques possibles quand bien même des adjonctions
« seraient rejetés par quelques parlements comme
« prématurées.

« Car ces arrangements particuliers ne doivent être
« contraires ni à l'esprit général de la Convention, ni
« à ses dispositions et sont de nature à réaliser des
« progrès non encore murs pour l'union entière. »

Sur ce droit de faire des réserves, M. Renault « dans son rapport » avoue : Ce ne sera pas évidemment une situation très simple, mais il faut espérer que les Etats adhérents n'abuseront pas de ce pouvoir de faire des réserves. Peu à peu, ils arriveront

à adopter dans l'ensemble les statuts de l'Union.

Si certains ont voulu ainsi justifier ce droit aux réserves, d'autre part, il a été très attaqué et l'on a soutenu que ce manque de contrainte était un encouragement au *statu quo*.

Si, a-t-on dit, en 1886, on avait procédé de la sorte, tenu compte des résistances de chaque Etat, permis l'adhésion avec des réserves sur tous les points gênants, l'Union n'aurait eu d'union que le titre et n'aurait eu de cette force qui en est habituellement la conséquence, que la vaine apparence.

Ainsi, nous avons à tour de rôle deux courants d'opinion contraires, l'un soutenant le bien-fondé des systèmes d'union restreinte permettant le stage avant l'adhésion définitive qui est la marche normale de ces unions qui doivent tendre vers l'unité. Avantage selon eux aussi, de recruter un nombre d'adhérents beaucoup plus grand.

L'autre avis prétendant qu'une convention n'est pas un régime de bon plaisir et que ce ne sont pas les unions restreintes qui feront l'union; qu'en outre la quantité sera peut être obtenue, mais sans résultat appréciable, chaque Etat étant libre de faire ce qu'il lui plaît.

Les situations de fait venant de cet arlequin d'unions seront compliquées à l'extrême; certains en viennent à se demander si, dans ces conditions, il ne vaudrait pas mieux annuler résolument l'Union et revenir en arrière au système des traités particuliers.

Au moins, disent-ils, chaque pays traitera en connaissance de cause, accordant à chacun selon ses besoins et nul ne sera plus soumis à une formule bâtarde mécontentant tout le monde.

Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908 ⁽¹⁾

ART. 28. — La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à **Berlin au plus tard le 1^{er} juillet 1910.**

Chaque Partie contractante remettra, pour l'échange des ratifications, un seul instrument, qui sera déposé, avec ceux des autres pays, aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Chaque Partie recevra en retour un exemplaire du procès-verbal d'échange des ratifications, signé par les Plénipotentiaires qui y auront pris part.

ART. 29. — La présente Convention sera mise à exécution trois mois après l'échange des ratifications et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en aura été faite;

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

ART. 30. — **Les États qui introduiront dans leur législation la durée de protection de cinquante ans prévue par l'article 7, alinéa 1^{er}, de la présente Convention, le feront connaître au Gouvernement de la Confédération suisse par une notification écrite qui sera communiquée aussitôt par ce Gouvernement à tous les autres États de l'Union,**

Il en sera de même pour les États qui

(1) Voir à la fin de l'ouvrage la *Convention de Berne* du 9 septembre 1886 et les *Actes de Paris* du 4 mai 1896.

renonceront aux réserves faites par eux en vertu des articles 25, 26 et 27.

L'article 28 fixe à la présente Convention le 1^{er} juillet 1910 comme limite des ratifications. A l'heure actuelle, depuis le 9 septembre 1910 elle est en vigueur en France.

Ce délai était trop bref au gré de certains Etats. A la réunion convoquée par le gouvernement allemand le 9 juin 1910, 16 Etats unionistes avaient envoyé des représentants pour procéder à l'échange des ratifications et donner les motifs des abstentions. Sous la présidence de S. E. M. Von Kœrner, remplaçant S. E. M. Von Schœn, la réunion eut lieu ; mais le délai fut prolongé jusqu'à l'année suivante.

Faisons observer que ce n'est pas là un délai fatal car, en vertu de l'article 25 les Etats étrangers à l'Union peuvent y accéder sur leur demande. On peut dire que la maison est toujours ouverte et l'ascenseur prêt à fonctionner.

Dans l'article 27 qui parle de la mise à exécution et de la dénonciation, aucun changement sur la conférence précédente. Ce sont articles du règlement intérieur pour ainsi dire... de même que l'article 30 où la Convention semble adresser un dernier appel à l'unité de durée et à l'unité de législation en priant les Etats qui introduiraient dans leur législation la durée de 50 ans et renonceraient aux réserves des articles 25, 26 et 27 de faire connaître au gouvernement Suisse leur décision pour que celui-ci prévienne à son tour les autres Etats.

CONCLUSION

Pas à pas, nous avons suivi, dans ses divers développements, l'évolution de cette idée de groupement digne d'un droit applicable aux œuvres de la Pensée.

D'abord timide, cachée parmi les articles de traités de commerce, principalement, la protection littéraire prit peu à peu de l'étendue.

Les traités particuliers firent place aux unions internationales. D'incomplètes, celles-ci tendirent à former une source de droit suffisante pour toutes les hypothèses du droit d'auteur.

Conférence de Berne, d'abord, Actes de Paris ensuite, l'aboutissement était la Convention de Berlin.

Il est peut-être un peu tôt pour juger au lendemain de sa naissance une œuvre aussi considérable que cette dernière.

Les nations adhérentes sont en plein travail législatif. France, Angleterre, Allemagne, Espagne, tour à tour établissent des lois pour se mettre d'accord avec l'Acte de Berlin.

A-t-il tenu les promesses attendues? Nous le verrons tout à l'heure. Mais le nombre de nations qui prirent part aux travaux atteste l'intérêt attaché à ces questions.

On peut dire qu'à l'heure actuelle, elles sont devenues d'intérêt public pour toutes les nations un peu cultivées. Il n'y a qu'à ouvrir un catalogue de librairie pour y trouver réunis les noms et les nationalités les plus variées. Sans doute l'échange est plus actif avec

certain pays, mais il n'est jamais nul, bien que faible avec beaucoup d'autres, tels que la Chine, le Japon, les États d'Amérique du Sud.

Quelles modifications, quelles tendances la Convention de Berlin de 1908 a-t-elle voulu apporter à l'œuvre de ses devancières? Jetons un coup d'œil d'ensemble sur cet ouvrage et nous en tirerons quelques conclusions.

On peut diviser les critiques en deux parts :

1^o Critiques de forme.

2^o Critiques de fond.

1^o A première lecture de la Convention, il est une inquiétante constatation qui se présente : La Convention n'est pas écrite en français. En français pourtant, elle est rédigée. Mais à la manière de ces pesantes traductions allemandes où le sens ne se comprend qu'à la réflexion. La phrase manque de ce rythme qui fait seul la vraie phrase française.

Nous entendons bien : on va nous répondre que le projet de la Conférence fut d'abord rédigé en allemand.

Il est à peine besoin de le dire ; il suffit de jeter les yeux sur le projet impérial et sur le texte de la Conférence pour se rendre compte de la similitude.

Un exemple : Prenons l'article 4, § 2, et mettons en regard les propositions présentées par le Gouvernement allemand et l'article définitif :

Projet allemand

ART. 2

La jouissance et l'exercice de ces droits sont indépendants de l'existence de

Texte définitif

ART. 4

La jouissance et l'exercice de ces droits ne sont subordonnés à aucune for-

la protection dans le pays d'origine de l'œuvre et ne sont subordonnés à l'accomplissement d'aucune formalité ni condition extrinsèque sous la seule réserve de la disposition de l'art. 7, alinéa 2. En dehors des stipulations particulières contenues dans la présente Convention l'étendue et la durée de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent dès lors exclusivement d'après la législation du pays où la protection est réclamée.

malité ; cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre. Par suite, en dehors des stipulations de la présente Convention, l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent exclusivement d'après la législation du pays où la protection est réclamée.

On peut juger de l'influence d'un texte sur l'autre.

Cela n'aurait aucune importance s'il ne devait résulter dans une certaine mesure de cette rédaction ardue une difficulté de compréhension.

En second lieu, nous passons à une critique plus grave.

La Convention de Berlin a jugé bon de bouleverser tout le numérotage antérieur que la Conférence de 1896 avait gardé avec soin.

Si les actes antérieurs de Berne et de Paris étaient périmés, l'importance serait minime de ce bouleversement. Mais, au contraire, ils conservent toute leur vitalité. Certains pays peuvent encore être soumis à

leur réglementation. Les tribunaux auront à statuer en prenant comme base tel ou tel article.

En raison de cette possibilité de maintien des traités antérieurs, le gouvernement allemand, dans ses propositions, avait eu le soin de maintenir la concordance ; de même l'Association littéraire et internationale au Congrès de Neuchâtel en 1907 avait tenu dans son avant-projet à ne pas bouleverser le numérotage établi ; dans ces deux essais, on réussit à faire figurer sous le même nombre l'article nouveau et l'article ancien.

Or, non seulement les anciennes conventions restent en vigueur, mais il peut, d'après l'article 27, se produire un mélange des trois.

Qu'un pays, par exemple, le Japon, peut-être l'Espagne ou l'Italie, fasse des réserves sur le droit de traduction, voilà les magistrats obligés de se reporter à l'article 5 de la Convention de Berne et non pas à l'article 5 mais à l'article 8 de la Convention de Berlin et, peut-être, forcés en même temps de se préoccuper de l'article 5 de la Convention de Berlin. C'est l'inconvénient pratique du numérotage indépendant de la Convention dernière que cette complication. Le désordre ainsi introduit n'est compensé par aucun avantage sérieux. On soutiendra difficilement que l'on ne pouvait faire autrement lorsqu'on voit comme nous le montrons plus haut deux projets de source différente arriver à respecter l'ancienne numération.

Nous ne voudrions pas croire pour ceci, non à un besoin de perfectionnement mais à un désir de changement.

Pourtant, peut-être, l'envie de refaire une œuvre tout à fait nouvelle a-t-elle poussé les délégués à cette innovation.

Mais, alors, il fallait abroger purement et simplement les actes antérieurs, et ne pas permettre un système de réserves.

Nous avons vu quelles critiques de forme on pouvait faire à la Convention ; il y a aussi des critiques de fond.

Sans doute, au fur et à mesure de l'étude des articles, nous avons vu quelles approbations ou improbations a soulevé la Convention sur tel et tel point, mais il nous reste à considérer d'une façon générale quels furent les résultats de la Conférence.

Il semble qu'une comparaison établira mieux notre pensée.

Il est des pierres que, malgré tous les efforts, la main ne peut arriver à dissocier.

En vain, essaye-t-on de leur faire violence, elles résistent, elles s'arqueboutent, elles ne font qu'un et leur aspect ne trompe pas sur leur réalité.

D'autres, au contraire, ont le masque de la solidité. A peine les touche-t-on, elles se séparent en fragments, et il ne reste d'elles qu'une vaine apparence.

Dans la Convention de Berlin, à première lecture, tout fait masse ; c'est « le texte unique ». Chaque article pose un principe excellent.

Malheureusement, par l'effet des articles 25 et 27, derrière chaque article paraît s'agiter comme dans l'article 7 qui pose le principe de l'Unité de durée : la restriction. Toutefois, dans le cas où..... cela ne plairait pas au gouvernement contractant, il sera libre d'agir autrement.

Ce droit aux réserves, que nous avons déjà attaqué dans l'article 27, il est le pivot même de la Convention.

Comme M. Taillefer le faisait justement remarquer,

il semble que la Convention ait pris les méthodes diplomatiques de la Conférence de la Haye.

M. Röthlisberger, dans son rapport, ajoute ces paroles sévères : « Il est juste de dire que l'on a évité « ainsi (système des unions restreintes-réserves) que « la Conférence de Berlin se fut terminée par un échec « qui aurait été cuisant si certains pays avaient refusé « net leur signature ou si l'on avait dû avoir recours « de nouveau comme en 1896, à l'expédient d'adopter « un ou plusieurs actes additionnels — ce qui aurait « équivalu à l'abandon effectif de tout progrès. »

Mais si l'on a ainsi évité le morcellement en réservant une « facilité d'évasion » comme dit pittoresquement M. Lobel, on a aussi perdu peut-être l'occasion de forcer certains pays à quelques progrès.

L'Allemagne, par exemple, n'aurait-elle pas consenti à prolonger son régime de durée, en échange d'autres bénéfices ?

Aussi avait-on demandé d'introduire dans la Convention seulement les modifications touchant lesquelles par des négociations préalables, on se serait assuré l'adhésion unanime des intéressés, quitte à réaliser les autres, soit par des accords particuliers, soit même par une union étroite de quelques États plus avancés au sein de l'Union générale (Rapport Reinach).

Ce ne fut pas l'avis de la Conférence. Il en résultera une mosaïque peut-être un peu compliquée, pourtant préférable, à notre avis, à cette Union flanquée de satellites qui auraient fini par la dissoudre.

La situation présente n'est, certes, pas idéale. La Conférence de Copenhague a formulé un vœu demandant la suppression de la faculté de faire des réserves par la prochaine Conférence de Rome. L'assemblée de

Berlin vient à peine de publier le résultat de ses travaux que déjà leur caducité est demandée.

D'ailleurs, quel avis plus compétent pourrions-nous donner que celui du savant M. Renault et quel aveu plus précieux à retenir que le sien.

« Si l'on s'en tient à l'apparence, il semble que nous
« ayons obtenu la plus grande simplicité, puisque nous
« fournissons le texte unique appelé par les vœux de
« la Conférence de Paris.

« La réalité n'est pas aussi brillante et nous ne nous
« le dissimulons pas. La nouvelle Convention ne fera dis-
« paraître les actes antérieurs que dans les rapports
« entre les États qui le signeront et, par suite, il est
« à craindre que ces actes subsistent à l'égard de cer-
« tains.

« De plus, nous avons admis que les États signa-
« taires pourraient, en ratifiant, faire des réserves, que
« les États unionistes pourraient aussi, lors de l'adhé-
« sion, préférer la règle du droit antérieur. Il se pro-
« duira nécessairement une certaine bigarrure et si
« nous avons l'Union nous n'avons pas l'Unité. »

Nous terminerons là-dessus notre étude.

Pourtant nous ne voulons, malgré la note de scepticisme un peu désabusé de cette fin du rapport de l'éminent M. Renault, laisser toute espérance.

Sans doute, l'œuvre a ses faiblesses. Elle ne donne pas aux auteurs la plénitude — loin de là — de leurs espérances. Mais il faut aussi remarquer que les États ne mettent pas tout l'empressement qu'il faudrait à adhérer aux ententes sur la propriété littéraire. On leur a laissé en cette dernière convention toutes les facilités désirables. Souhaitons qu'ils sachent comprendre le désir des rédacteurs d'essayer d'agir par bonne volonté.

Même si le succès ne répond pas aux espérances, nous ne sommes pas de ceux qui demandent la suppression de ce régime de Conférences.

Si imparfaite que soit celle de Berlin, elle est quelque chose de nécessaire.

N'oublions pas qu'au dessus des contingences, la Pensée rayonne; elle ne connaît ni la contrainte des prisons, ni la barrière des douanes. Comme dit le poète : Pense, domine l'Age et respire l'Espace.

Dans d'autres domaines, les ententes s'essaient à devenir fructueuses et, grâce à elles, apparaît un idéal nouveau.

Il serait regrettable que la Pensée — cette chose suprême — ne fut pas — quand il s'agit de ses droits — non seulement un instrument mais un guide du Progrès International.

Au moment où nous mettons sous presse, le Cercle de la Librairie de Paris nous informe que, dans leur séance du 10 mars 1911, les Etats généraux des Pays-Bas ont voté la loi relative à l'adhésion de la Hollande à la Convention de Berne.

C'est un succès à l'actif de la propriété intellectuelle que nous enregistrons avec plaisir.

DISPOSITIONS DES TEXTES DE 1886 & 1896

Les dispositions des textes de 1886 et 1896 qui n'ont pas été reprises d'une façon quelconque dans la Convention nouvelle sont imprimées en *italiques*.

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

ARTICLE PREMIER. — Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

ART. 4. — L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend les livres, brochures ou tous autres écrits ; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales avec ou sans paroles ; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure ; les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques ; les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général ; enfin, toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique, qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Protocole de clôture. — 2. Au sujet de l'article 9, il est convenu que ceux des pays de l'Union dont la législation comprend

Acte additionnel

Protocole de clôture révisé. —

1. Au sujet de l'article 4, il est convenu ce qui suit :

A. Dans les pays de l'Union où la protection est accordée non seulement aux plans d'architecture elles même, ces œuvres sont admises au bénéfice des dispositions de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel.

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

implicitement, parmi les œuvres dramatico-musicales. les œuvres chorégraphiques, admettent expressément lesdites œuvres au bénéfice des dispositions de la Convention conclue en date de ce jour.

Il est d'ailleurs entendu que les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeurent réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs.

ART. 6. — Les traductions licites sont protégées comme des ouvrages originaux. Elles jouissent, en conséquence, de la protection stipulée aux articles 2 et 3 en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans les pays de l'Union.

Il est entendu que, s'il s'agit d'une œuvre pour laquelle le droit de traduction est dans le domaine public, le traducteur ne peut pas s'opposer à ce que la même œuvre soit traduite par d'autres écrivains.

Protocole de clôture. — 1. Au sujet de l'article 4, il est convenu que ceux des pays de l'Union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques s'engagent à les admettre, à partir de la mise en vigueur de la Convention conclue en date de ce jour, au bénéfice de ses dispositions. Ils ne sont, d'ailleurs, tenus de protéger les

Protocole de clôture révisé. — 1. Au sujet de l'article 4, il est convenu ce qui suit :

B. Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue sont admises au bénéfice des dispositions de ces actes, en tant que la législation intérieure permet de le faire, et dans la mesure de la protection

Convention de Berne 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

auteurs desdites œuvres, sauf les arrangements internationaux existants ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permet de le faire.

Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au sens de ladite Convention, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des Conventions privées entre les ayants droit.

ART. 2. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit publiées dans un de ces pays, soit non publiées, des droits que les lois respectives accordent actuellement, ou accorderont par la suite, aux nationaux.

La jouissance de ces droits est subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre.

ART. 2, al. 3 et 4. — Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre, celui de la première publication, ou, si cette publication

Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale au sens de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre, même, et dans les limites des Conventions privées entre les ayants droit.

ART. 2. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un de ces pays, des droits que les lois respectives accordent actuellement, ou accorderont par la suite aux nationaux.

Déclaration interprétative

1^o Aux termes de l'article 2, alinéa 2 de la Convention, la protection assurée par les actes précités dépend uniquement de l'accomplissement, dans le pays d'origine de l'œuvre, des conditions et formalités qui peuvent être prescrites par la législation de ce pays. Il en sera de même pour la protection des œuvres pho-

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

a eu lieu simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte.

Pour les œuvres non publiées, le pays auquel appartient l'auteur est considéré comme pays d'origine de l'œuvre.

tographiques mentionnées dans le n° 1, lettre B, du protocole de clôture modifié.

Déclaration interprétative

2° Par œuvres publiées, il faut entendre les œuvres éditées dans un des pays de l'Union. En conséquence, la représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art, ne constituent pas une publication dans le sens des actes précités.

Acte additionnel

ART. 3. — Les stipulations de la présente Convention s'appliquent également aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'Union, et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie.

ART. 3. — Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, mais qui auront publié ou fait publier, pour la première fois, leurs œuvres littéraires ou artistiques dans l'un de ces pays, jouiront, pour ces œuvres, de la protection accordée par la Convention de Berne et par le présent Acte additionnel.

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

ART. 2, al. 2. — ...elle (la jouissance de ces droits) ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine.

Acte additionnel

ART. 2. — Les œuvres posthumes sont comprises parmi les œuvres protégées.

ART. 5. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages jusqu'à l'expiration de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'Union.

ART. 5. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale. *Toutefois, le droit exclusif de traduction cessera d'exister lorsque l'auteur n'en aura pas fait usage dans un délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale, en publiant ou en faisant publier, dans un des pays de l'Union, une traduction dans la langue pour laquelle la protection sera réclamée.*

Pour les ouvrages publiés par livraisons, le délai de dix années ne compte qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'œuvre originale.

Pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par inter-

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

valles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier est, en ce qui concerne le délai de dix années, considéré comme ouvrage séparé.

Dans les cas prévus au présent article, est admis comme date de publication, pour le calcul des délais de protection, le 31 décembre de l'année dans laquelle l'ouvrage a été publié.

ART. 7. — Les articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'Union peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union, à moins que les auteurs ou éditeurs ne l'aient expressément interdit. *Pour les recueils, il peut suffire que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.*

En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la

ART. 7. — Les romans-feuilletons, y compris les nouvelles, publiées dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union, ne pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays, sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

Il en sera de même pour les autres articles de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. *Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.*

A défaut d'interdiction, la reproduction sera permise à la condition d'indiquer la source.

En aucun cas, l'interdiction ne pourra s'appliquer aux articles de discussion politique, aux nou-

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

reproduction des nouvelles du
jour et des faits divers.

velles du jour et aux faits di-
vers.

ART. 8. — En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomathies, est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux.

ART. 9. — Les stipulations de l'article 2 s'appliquent à la représentation publique des diverses œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, ou leurs ayants cause, sont, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées ou de celles qui ont été publiées, mais dont l'auteur a expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique.

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

ART. 10. — Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, désignées sous des noms divers, tels que : adaptations, arrangements de musique, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction d'un tel ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements, non essentiels, sans présenter d'ailleurs le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

Il est entendu que, dans l'application du présent article, les tribunaux des divers pays de l'Union tiendront compte, s'il y a lieu, de leurs lois respectives.

Déclaration interprétatives.

3° La transformation d'un roman en pièce de théâtre, ou d'une pièce de théâtre en roman, rentre dans les stipulations de l'article 10.

Protocole de clôture, n° 3. — Il est entendu que la fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique empruntés au domaine privé ne sont pas considérés comme constituant le fait de contrefaçon musicale.

ART. 11. — Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente Convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis, en consé-

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

quence, devant les tribunaux des divers pays de l'Union à exercer des poursuites contre les contre-façons, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur, dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Il est entendu, toutefois, que les tribunaux peuvent exiger, le cas échéant, la production d'un certificat délivré par l'autorité compétente, constatant que les formalités prescrites, dans le sens de l'art. 2, par la législation du pays d'origine, ont été remplies.

ART. 12. — Toute œuvre contrefaite peut être saisie à l'importation dans ceux des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

ART. 13. — Il est entendu que les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préju-

Acte additionnel

ART. 12. — Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Convention de Berne du 9 Septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

dice, l'en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des pays de l'Union de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

ART. 14. — La présente Convention, sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord, s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine.

Protocole de clôture, n° 4. — L'accord commun prévu à l'article 14 de la Convention est déterminé ainsi qu'il suit :

L'application de la Convention aux œuvres non tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les conventions spéciales d'existence ou à conclure à cet effet.

A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu à l'article 14.

Protocole de clôture révisé, n° 4. — L'accord commun prévu à l'article 14 de la Convention est déterminé ainsi qu'il suit :

L'application de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel aux œuvres non tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine au moment de la mise en vigueur de ces actes, aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les Conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les moda-

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

lités relatives à l'application du principe contenu dans l'article 14.

Les stipulations de l'article 14 de la Convention de Berne et du présent numéro du Protocole de clôture s'appliquant également au droit exclusif de traduction, tel qu'il est assuré par le présent Acte additionnel.

Les dispositions transitoires mentionnées ci-dessus sont applicables en cas de nouvelles accessions à l'Union.

ART. 15. — Il est entendu que les Gouvernements des pays de l'Union se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements confèreraient aux auteurs ou à leur ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente Convention.

Article additionnel. — La Convention conclue à la date de ce jour n'affecte en rien le maintien des Conventions actuellement existantes entre les pays contractants, en tant que ces Conventions confèrent aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'elles renferment d'autres stipulations qui ne sont pas contraires à cette Convention.

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

ART. 16. — Un office international est institué sous le nom de « Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ».

Ce Bureau, dont les frais sont supportés par les Administrations de tous les pays de l'Union, est placé sous la haute autorité de l'Administration supérieure de la Confédération suisse, et fonctionne sous sa surveillance. Les attributions en sont déterminées d'un commun accord entre les pays de l'Union.

Protocole de clôture, n° 5. — L'organisation du Bureau international prévu à l'article 16 de la Convention sera fixée par un règlement que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'élaborer.

La langue officielle du Bureau international sera la langue française.

Protocole de clôture, n° 5, al. 3 et suiv. — Le Bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. Il les coordonnera et les publiera. Il procédera aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique.

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

dique, en langue Française, sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent d'autoriser, d'un commun accord, le Bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres langues, pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

Le Bureau international devra se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

Le Directeur du Bureau international... fera sur sa gestion un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'Union.

Protocole de clôture, n° 5, al. 8 et suiv. — Les dépenses du Bureau de l'Union internationale seront supportées en commun par les Pays contractants. Jusqu'à nouvelle décision, elles ne pourront pas dépasser la somme de soixante mille francs par année.

Cette somme pourra être augmentée au besoin par simple décision d'une des Conférences prévues à l'article 17.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les Pays contractants et ceux qui adhéreraient ultérieurement à l'Union seront divisés en six clas-

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

ses contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe.	. . .	25 unités	
2 ^{me}	» . . .	20	»
3 ^{me}	» . . .	15	»
4 ^{me}	» . . .	10	»
5 ^{me}	» . . .	5	»
6 ^{me}	» . . .	3	»

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Chaque pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé.

L'Administration suisse préparera le budget du Bureau et en surveillera les dépenses, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

ART. 17. — La présente Convention peut être soumise à des revisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, seront

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

traitées dans des Conférences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués desdits pays.

Protocole de clôture, n° 5, alinéas 5 et 6. — L'administration du pays où doit siéger une Conférence préparera, avec le Concours du Bureau international, les travaux de cette conférence.

Le Directeur du Bureau international assistera aux séances des Conférences et prendra part aux discussions sans voix délibérative.

Il est entendu qu'aucun changement à la présente Convention ne sera valable pour l'Union que moyennant l'assentiment unanime des pays qui la composent.

Protocole de clôture, n° 6. — La prochaine Conférence aura lieu à Paris, dans le délai de quatre à six ans à partir de l'entrée en vigueur de la Convention.

Le Gouvernement français en fixera la date dans ces limites, après en avoir pris l'avis du Bureau international.

ART. 18. — Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention et qui assurent chez eux la protection légale des droits faisant l'objet de cette Convention, seront admis à y accéder sur leur demande.

Cette accession sera notifiée par

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Parls du 4 mai 1896

écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle comportera, de plein droit, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente Convention.

ART. 19. — Les pays accédant à la Convention ont aussi le droit d'y accéder en tout temps pour leurs colonies ou possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies ou possessions sont comprises dans l'accession, soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

ART. 21. — La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne, dans le délai d'un an au plus tard.

Protocole de clôture, n° 7. — Il est convenu que, pour l'échange des ratifications prévu à l'article 24, chaque Partie contractante remettra un seul instrument, qui sera déposé, avec ceux des autres pays, aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Chaque Partie recevra en retour un exemplaire du procès-verbal

Convention de Berne du 9 septembre 1886

Actes de Paris du 4 mai 1896

d'échange des ratifications, signé par les Plénipotentiaires qui y auront pris part.

ART. 20. — La présente Convention sera mise à exécution trois mois après l'échange des ratifications, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en aura été faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement chargé de recevoir les accessions. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

Acte additionnel

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

BIBLIOGRAPHIE

- Annales de la Propriété Littéraire.*
Archives diplomatiques.
Het Auteursrecht in het nederlandsche en internationale.
Bibliographie de la France, 27 novembre 1908, n° 48
The Blue Book (correspondence respecting the revised Convention of Berne.)
DE BORCHGRAVE. — *Les résultats de la Conférence de Berlin et le rapport de M. Taillefer au Syndicat de la Protection de la Propriété Littéraire.*
Bulletin officiel de l'Union Syndicale des Maîtres Imprimeurs de France, décembre 1910.
Chambre des Députés, 2402. — *Projet de loi suivi du rapport de M. Renault.*
EDOUARD CLUNET. — *Étude sur la Convention d'Union internationale*, 1887.
Congrès international des Éditeurs. Rapport.
CHARLES CONSTANT. — *Code général du droit d'auteur.*
CHARLES CONSTANT. — *Les œuvres artistiques et le Congrès de Mayence.*
COUYBA. — N° 312. *Rapport au Sénat.*
DARRAS. — *Étude théorique et pratique du droit international privé.*
DELALAIN. — *Loi sur le Copyright aux États-Unis d'Amérique.*
DEMANGEAT. — *Revue pratique.*
Le droit d'auteur.
NUMA DROZ. — *Actes de la Conférence de 1885.*
DUNGS. — *Internationale Urheberrecht.*
FLINIAUX. — *De la Propriété Littéraire et Artistique.*
FOUCHER. — *Congrès de la Propriété Littéraire tenu à Bruxelles*, 1858.

- HUARD ET MACK. — *La propriété littéraire et artistique.*
Journal de Droit international privé.
Journal des Arts.
- KLOSTERMANN. — *Das geistigé Eigenthun.*
- KOHLER. — *Droit d'auteur.*
- LACAN. — *Législation des théâtres.*
- MACK. — *De la perpétuité du droit d'auteur.*
- D'ORELLI. — *Der internationale schutz des urheberrechts.*
- PATAILLE. — *Code international.*
- POINSARD. — *La Propriété Littéraire et Artistique.*
- POUILLET MAILLARD ET CLARO. — *Traité de la Propriété Littéraire et Artistique.*
- PURDAY. — *Copyright. A sketck of ils rise and progress.*
- REINACK. — *Rapport sur la Convention* (Chambre des Députés).
- RENAULT. — *Rapport sur la Convention de 1908.*
- RENAULT. — *Etude sur la Propriété Littéraire avant 1852.*
Revue de droit international.
- RIVIÈRE. — *Protection des œuvres littéraires et artistiques.*
- ERNEST RÖTHSBERGER. — *La Conférence de Berlin.*
- SOLDAN. — *Union internationale pour la Protection des Œuvres Littéraires et Artistiques.*
- WAUVERMANS. — *Le droit des auteurs en Belgique.*
- WORMS. — *Étude sur la Propriété Littéraire.*
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
Historique	9
La période des Conférences et Conventions internationales	14
La Convention de Berlin	19
ARTICLE 1 ^{er}	20
— 2.	23
— 3.	31
— 4.	32
— 5 et 6	44
— 7.	46
— 8.	55
— 9.	58
— 10.	62
— 11	63
— 12.	64
— 13.	67
— 14.	68
— 15.	71
— 16.	73
— 17.	74
— 18.	75
— 19.	78
— 20.	80
— 21, 22, 23	81
— 24.	85
— 25, 26	86
— 27.	88
— 28, 29, 30	98
Conclusion	100
Note.	109
Dispositions des textes de 1886 et 1896.	111
Bibliographie	129

